

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 9 JANVIER 2007

DINSDAG 9 JANUARI 2007

Matin

Voormiddag

De vergadering wordt geopend om 10.24 uur en voorgezeten door mevrouw Martine Taelman.
La séance est ouverte à 10.24 heures et présidée par Mme Martine Taelman.

01 Question de M. Philippe Monfils à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la communautarisation du contrôle des films" (n° 13408)

01 Vraag van de heer Philippe Monfils aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de communautarisering van de filmkeuring" (nr. 13408)

01.01 Philippe Monfils (MR): Madame la présidente, je me réjouis de voir que ma question a entraîné la présence des télévisions et des journalistes; j'en suis très heureux pour mes amis de la distribution cinématographique. Plaisanterie mise à part, j'avais déposé en 2004 une proposition visant à l'organisation de la signalétique des films, avec l'accord de la société de distribution. La matière est régie actuellement par une loi de 1920 et un accord de coopération entre les Communautés. Comme ma proposition posait un problème de compétences, on l'a envoyée au Conseil d'État qui a estimé que l'État fédéral était seul compétent.

Quelques semaines plus tard, rebelote: le Conseil d'État récidivait dans un arrêt en annulant une décision de la commission intercommunautaire de contrôle des films, remettant donc en cause la légalité de cette commission. Néanmoins, les Communautés semblent vouloir ignorer l'avis du Conseil d'État en prônant un transfert pur et simple de la matière. La question a été soumise au comité de concertation le 2 mars 2005 qui a marqué son accord pour considérer la problématique comme une compétence des Communautés. Depuis, je n'ai plus de nouvelles de ce dossier. Or on ne peut laisser plus longtemps les exploitants et les distributeurs dans l'insécurité juridique. Le Conseil d'État annule les décisions prises par la commission intercommunautaire.

Madame la ministre, où en est ce dossier? Un groupe de travail existe-il? On en a parlé. S'est-il réuni? Où en sont ses travaux? Quelle est votre position sur ce dossier? Ne croyez-vous pas opportun de maintenir cette compétence fédérale? D'une part, le Conseil d'État estime que c'est le cas. D'autre part, cela éviterait peut-être des différences de vision entre la Flandre, la Wallonie et surtout Bruxelles. En effet, certains films font l'objet de dispositions précises en Wallonie qui ne seraient pas les mêmes à Bruxelles, en matière de catégories ou de logos.

01.02 Laurette Onkelinx, ministre: Madame la présidente, pour ce qui concerne la problématique du contrôle des films, deux solutions sont envisageables: soit le fédéral se reconnaît et revendique la compétence pleine et entière, conformément à la jurisprudence du Conseil d'État, soit la loi spéciale est modifiée en vue de consacrer la compétence des Communautés en la matière.

Une réunion de concertation a eu lieu entre le fédéral et les Communautés. Dans ce cadre, l'idée a été évoquée de modifier, à la demande des Communautés, la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980 en vue de consacrer explicitement la compétence des Communautés pour l'accès des mineurs aux représentations cinématographiques. Cette communautarisation s'accompagnerait d'une modification de l'article 92bis de la même loi spéciale en vue de prévoir un accord de coopération obligatoire pour la fixation et la mise en œuvre des règles relatives à l'accès des mineurs aux représentations cinématographiques.

La réflexion a ensuite été poursuivie sur les aspects techniques du dossier. Faut-il faire de cette matière une matière culturelle ou une matière personnalisable? Ce choix aura évidemment un impact sur le statut de la matière à Bruxelles: la matière biculturelle est de compétence fédérale tandis que la matière

bipersonnalisable relève de la COCOM. Faut-il préciser dans la loi qu'on vise les lieux accessibles au public? Faut-il évoquer dans la loi qu'on vise les mineurs de moins de 16 ans ou simplement les mineurs? Faut-il évoquer dans la modification de l'article 92bis de la loi spéciale l'existence d'une commission intercommunautaire de contrôle des films?

Nous travaillons actuellement sur ces questions.

Parallèlement, j'ai été interpellée en 2006 par l'Association belge des distributeurs de films. L'inquiétude de cette association tient, non pas à l'insécurité juridique engendrée par la situation actuelle – la commission de contrôle existe et continue à fonctionner pour le moment – mais au fait que la modification envisagée à la loi spéciale rende impossible le principe d'une signalétique commune sur l'ensemble du territoire. Cette association signale qu'il serait très mauvais que le secteur du cinéma soit confronté à une classification ou à une signalétique différente pour chaque Région. Elle considère par ailleurs que la législation actuelle n'est plus appropriée et doit être fondamentalement repensée.

Nous en sommes là pour le moment. Nous continuons à travailler sur le sujet. Il est vrai qu'en l'état actuel de la jurisprudence du Conseil d'État, il serait plus simple que la compétence soit confirmée au fédéral de sorte qu'il puisse y avoir une signalétique commune. Mais il y a une série de compétences liées, au niveau des Communautés, qui peuvent être mises en oeuvre par celles-ci en évitant l'effet pervers des signalétiques différentes.

Nous continuons la concertation et j'espère aboutir rapidement à une solution définitive.

01.03 Philippe Monfils (MR): Madame la présidente, je remercie la ministre pour ces renseignements précis. La situation actuelle est en effet extrêmement difficile. Les sociétés de distribution veulent que le même système soit applicable partout. Le même logo doit figurer dans tous les films et, plus tard, dans les dvd, etc.. Il serait évidemment absurde d'avoir des logos différents pour la Wallonie et Bruxelles. De toute façon, même si l'on communautarise totalement la matière, il faudra en arriver à un système automatique. Nous allons vers un système où, pour des raisons de philosophie institutionnelle, nous devons communautariser et nous serons contraints sous la pression des événements d'aboutir, dans le cadre d'une communautarisation, à des décisions communes sur l'ensemble des trois Régions, ce qui est évidemment paradoxal. On sait bien que la Belgique est une "terre de surréalisme"! Nous verrons bien.

Madame la ministre, comptez-vous déposer ceci avant ou après la fin de la législature? Je suppose que cela s'inscrira dans le cadre d'éventuelles futures négociations après les élections.

01.04 Laurette Onkelinx, ministre: Ce n'est pas impossible.

01.05 Philippe Monfils (MR): Ce n'est pas impossible; c'est bien ce que je pensais. Je vous remercie, madame la ministre.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Samengevoegde interpellatie en vraag van

- de heer Bart Laeremans tot de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de toepassing van het elektronisch toezicht" (nr. 991)
- de heer Tony Van Parys aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de in haar opdracht uitgevoerde wetenschappelijke studie over het elektronisch toezicht" (nr. 13611)

02 Interpellation et question jointes de

- M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'application de la surveillance électronique" (n° 991)
- M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'étude scientifique sur la surveillance électronique effectuée à la demande de la ministre" (n° 13611)

De **voorzitter**: Mijnheer Laeremans, u hebt tien minuten spreektijd. Voor de vraag geldt een totale spreektijd van zeven minuten.

02.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, in verband met het elektronisch toezicht moet ik vaststellen dat u op een haast onnavolgbare wijze – op een manier die alleen u

zich kunt veroorloven – de elektronische bewaking hebt verknoeid en volop aan het verknoeien bent. U geeft hierbij trouwens voortdurend blijk van een houding van het voldongen feit, het fait accompli, zoals men in het Frans zo duidelijk zegt.

Begin juli hebben wij u in het Parlement ondervraagd naar aanleiding van een anoniem, vrij merkwaardig stukje in De Standaard, over het enkeljuweeltje. Daaruit bleek dat er nog nauwelijks controle zou zijn op de mensen die onder elektronisch toezicht staan. Op donderdag 5 juli gaf u in de Kamer een heel vaag antwoord. U gaf het document waarop het artikel gebaseerd is niet aan het Parlement. Ik schakelde de voorzitter in. U zei aan de voorzitter dat het helemaal niet om een omzendbrief gaat. Ik citeer uit de brief van de voorzitter: "Het gaat niet om een omzendbrief, maar alleen om een voorbereidende nota". Dat is een brief van 7 juli. U werd gecontacteerd door de voorzitter en u antwoordde dat het om een voorbereidende nota ging.

Op 28 juli komt de aap uit de mouw. De voorzitter schrijft mij opnieuw dat u hem geantwoord hebt dat de omzendbrief op het internet staat. "Volksvertegenwoordiger Laeremans zal er naar geloven kennis van kunnen nemen", zegt u. Dan komt de aap echter uit de mouw: de omzendbrief dateert al van 10 juni. Op het ogenblik dat u de voorzitter hebt geschreven dat er alleen maar een voorbereidende nota is, en geen omzendbrief, hebt u de voorzitter voorgelogen. Dat is duidelijk. Er was al duidelijk een omzendbrief klaar op 10 juni. Begin juli liegt u tegen de voorzitter en zegt u dat er alleen maar een voorbereidende nota is.

De omzendbrief zelf wordt publiek gemaakt rond 20 juli en is zeer verregaand. De discussie is voor een deel al gevoerd. Seksuele delinquenten kunnen nu eveneens elektronisch toezicht genieten. Er zijn geen voorbereidende of externe onderzoeken meer, terwijl dat vroeger de regel was. Nu gebeuren die alleen nog in hoogst uitzonderlijke gevallen. Iemand die bijvoorbeeld veroordeeld is tot drie jaar effectief en zichzelf aanbiedt, krijgt in principe niet eens meer een onderzoek. Hij krijgt de enkelband zomaar. Hij moet niet naar de gevangenis. Het is allemaal heel verregaand. Het is ook duidelijk dat er veel minder begeleiding is dan vroeger.

Veel later pas lekt uit dat u over dit geheel een universitaire studie hebt besteld bij – een samenwerkend verband van – de ULB en de UCL. Daaruit zijn heel verregaande conclusies naar voren gekomen. Ik lees de belangrijkste voor: "La surveillance électronique n'est, de ce point de vue, aucunement comparable à la libération conditionnelle."

"In het kader van een deugdelijke uitvoering van de ET-maatregel pleiten wij voor het behoud van het regelmatig en persoonlijk contact tussen de betrokkene en de maatschappelijk assistent."

Met bovenstaande elementen in het achterhoofd lijkt het behoud van de externe enquêtes in alle procedures dan ook aangewezen. Dat is precies wat u nu niet doet. Wij pleiten voor het verenigen van alle betrokken diensten binnen een organisatie, onder een hiërarchie, met name het NCET – Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht. Het overplaatsen van de maatschappelijk assistenten naar de Justitiehuisen lijkt ons vanuit dat opzicht geen gelukkige keuze."

Dit zijn heel duidelijke conclusies waartegen u voor 100% ingaat.

Intussen blijkt ook uit een interne, Franstalige nota aan uw diensten dat vooral de werklast voor u een probleem vormt. De Justitiehuisen behandelen 50 tot 55 dossiers en op de diensten van het elektronisch toezicht is dit aantal maar 15 per persoon. Dit is veel te weinig en dat aantal moet omhoog. De kwaliteit is daarbij niet langer een prioriteit.

Begin december blijkt uit uw volgende interne nota dat er inderdaad een overdracht komt naar de Justitiehuisen. De beslissing gaat helemaal in tegen het personeel van het NCET dat niet werd geraadpleegd. Zij willen als een aparte dienst blijven bestaan. U stelt die mensen voor een voldongen feit met als gevolg dat zij een stakingsaanzegging hebben gedaan en dat heel het dossier in de soep dreigt te draaien want in tegenstelling tot de gevangenis is er geen politie die gereed staat om hun taken over te nemen. Binnenkort zou het dus wel eens kunnen dat er geen enkele bewaking meer is voor die "elektronische" gedetineerden.

Ik kom tot mijn conclusies, mevrouw de minister. Uw werk als minister getuigt van onverantwoord bestuur. U bent heel het elektronische toezicht in het gevaar aan het brengen. U bestelt een universitaire studie, die 5 miljoen frank kost, om uw beleid te schragen maar u wacht die conclusies niet af want deze was maar eind

september klaar. U stelt al een omzendbrief op in juni en doet precies wat niet zou mogen, namelijk het tegenovergestelde van de aanbevelingen.

U doet wat een minister van Justitie niet zou mogen doen, namelijk aan afbraakpolitiek doen. U desintegreert een dienst die goed functioneert, die op dit moment garant staat voor ernstige begeleiding en u herleidt dit onderdeel van de gevangenisstraf tot iets veel lichter dat nog nauwelijks verschilt van de voorwaardelijke invrijheidstelling. U houdt ook geen rekening met het personeelsstatuut met als gevolg dat er grote woede en ongerustheid is op het terrein. Uit alles blijkt dat u een zeer autoritaire beslissing heeft genomen waarbij u op een zeer autoritaire manier te werk bent gegaan tegen alles en iedereen in, met zeer rampzalige gevolgen.

Het enige waarvan u wakker ligt, mevrouw de minister, zijn de cijfers. Op dit moment zijn het er rond de 600 en u wilt absoluut naar 1.000 want dat staat nu eenmaal in het regeerakkoord, en dus is alles voor u mogelijk. Alles wordt opzijgeschoven om toch maar aan uw cijferfetisjisme te voldoen. In geen enkel document vind ik een ernstige onderbouwing van uw beleid. U wordt door iedereen op het veld – zowel door de universiteiten, als door de mensen op het terrein – volmondig tegengesproken en toch gaat u door. Het typeert uw beleid van bij het begin, mevrouw de minister.

Mevrouw de minister, ik kom tot mijn vragen.

Ten eerste, kunt u een overzicht geven per semester van het aantal enkelbandgedetineerden sinds 1 juli 2003? Wat zijn de concrete vooruitzichten en streefcijfers tegen 1 januari 2007 en 1 juli 2007?

Ten tweede, kunt u meedelen welk percentage van de veroordeelden met een straf tot 3 jaar die zich vrijwillig aanmelden momenteel in het systeem van ET zitten? Welk percentage van de gestraften tot drie jaar die zich niet vrijwillig aanmelden zitten momenteel in het systeem?

Ten derde, kunt u een overzicht geven van de evolutie van het personeelsbestand in deze periode, per semester? Kan in het bijzonder een overzicht worden gegeven van de evolutie van het aantal sociaal assistenten? Wat is de planning voor de komende maanden? Komen er nog bij? In uw eigen kabinetsdocumenten die ons via een gunstige wind zijn toegekomen, wordt door uw diensten op een volgend risico gewezen.

"Peu de transferts de personnel de la surveillance électronique vers les maisons de justice, ce qui réduira la possibilité de pouvoir partir d'une certaine connaissance de la mission de surveillance électronique."

Dat is een belangrijk risico dat blijkt uit uw beleid. Uw eigen diensten zetten dat hier op papier.

Ten vierde, kan de minister meedelen of de nieuwe rondzendbrief in de praktijk op het terrein voor verandering heeft gezorgd? Hoeveel externe maatschappelijke enquêtes werden verricht gedurende het eerste semester? Aan hoeveel zit men voor het tweede semester sinds hij van kracht is? In welk percentage van veroordeelden met een straf tussen een en drie jaar effectief wordt zulke enquête vandaag bevolen? Hoeveel seksuele delinquenten stappen sinds de inwerkingtreding van de nieuwe rondzendbrief in het systeem? Leidde de nieuwe rondzendbrief tot een aanpassing van de werklust per maatschappelijk assistent? Wat was de gemiddelde werklust per assistent begin 2006 en wat is die vandaag?

Ten vijfde, kan de minister een overzicht geven van de wijze waarop de elektronische bewaking verloopt per categorie veroordeelden? Het aantal uren thuis versus het aantal vrije uren? Klopt het dat de veroordeelden die aan het einde van hun straf zijn, nauwelijks nog worden gecontroleerd? Ondertussen is een en ander in die zin wel gebleken. Hoe reageert de minister op de conclusie van de studie dat de maatschappelijke assistenten beter blijven functioneren binnen het NCET? Aanvaardt de minister dat er een fundamenteel verschil is tussen de begeleiding van de gedetineerden en de begeleiding van de personen in voorwaardelijke invrijheidstelling? Werd inmiddels besloten om de maatschappelijke assistenten daadwerkelijk over te dragen aan de justitiehuisen? Zo ja, vanaf wanneer zullen zij daar tewerkgesteld zijn? Op welke wijze zullen zij nog samenwerken met het NCET, in zoverre dat nog zal bestaan? Bestaat de kans dat deze assistenten eenzelfde persoon zullen blijven volgen, ook na het wegnemen van de enkelband? Blijft er met andere woorden een duidelijk onderscheid tussen de taken van de diverse assistenten, of niet?

02.02 Tony Van Parys (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, de studie van de VUB en de UCL die door u besteld is, prijst het zogenaamde Belgische model van elektronisch toezicht Volgens de

studie is het elektronisch toezicht niet alleen een huisarrest maar moet ook heel veel belang worden gehecht aan de sociale begeleiding en de re-integratie. Volgende aanbevelingen worden gegeven: een gezond evenwicht tussen de persoonlijke begeleiding en de controle, een externe maatschappelijke enquête in alle gevallen van elektronisch toezicht en regelmatig persoonlijk contact tussen de maatschappelijk assistenten en de gedetineerden.

Het is opvallend dat er een nieuwe beleidslijn is ten aanzien van het elektronisch toezicht die in schril contrast staat met deze studie. De sociale begeleiding en de opvolging zijn weggevallen. De rondzendbrief voorziet erin dat degenen die zichzelf in de gevangenis aanbieden en een gevangenisstraf tot drie jaar hebben, automatisch onder elektronisch toezicht vallen. Er is nauwelijks sociale begeleiding.

Vooraf de rondzendbrief van 15 december valt op waar men automatisch onder elektronisch toezicht komt wanneer men op zes maanden voor het einde van de straf is. In deze gevallen is er alleen 's nachts elektronisch toezicht, overdag bestaat er geen controle meer, laat staan enige sociale begeleiding. Eveneens opvallend is het feit dat de dienst elektronisch toezicht wordt opgedoekt. De verantwoordelijke voor het elektronisch toezicht, de heer Ralf Bas is weggepromoveerd. Betrokkene heeft zijn promotie moeten vernemen in de rondzendbrief aan de gevangenisdirecteurs.

Mevrouw de minister, ik kom tot mijn vragen.

Kunt u de studie ter beschikking stellen van het Parlement?

In welke mate komen de recente beslissingen inzake het elektronisch toezicht overeen met de vaststellingen en aanbevelingen van de studie?

Nu volgen enkele concrete vragen.

Hoeveel veroordeelden die zich op zes maanden van het einde van de straf bevinden werden onder elektronisch toezicht geplaatst ingevolge de instructie van 15 december 2006? Klopt het dat inmiddels reeds een van de gedetineerden spoorloos is? Ten slotte, is het correct dat inmiddels de uitvoering van de instructie van 15 december is opgeschort? Sinds wanneer en voor hoelang?

02.03 Minister **Laurette Onkelinx**: Ik antwoordde reeds meermaals op de evolutie van de cijfers over het elektronisch toezicht sinds 2003. Ik zal het er dus bij houden u erop te wijzen dat op 1 maart 2003 286 personen geplaatst waren onder elektronisch toezicht en dat in december 2006 het cijfer van 600 werd bereikt. Het aantal personen is lichtjes afgenomen op het einde van het jaar omwille van de vakanties maar het is de bedoeling om het cijfer progressief te blijven verhogen tot 1.000 gedetineerden die tegen eind 2007 geplaatst zullen zijn.

Zoals ik eveneens meermaals meedeelde, maakt de nieuwe circulaire een rationalisering mogelijk van de werkmethodes. Deze beperkt zich tot de personen die zich vrijwillig aandienen en die bijgevolg minder risico inhouden, waardoor overigens de kwaliteit van het verloop van het elektronisch toezicht in stand blijft. Er gebeurde nog geen evaluatie over de toepassing van deze nieuwe circulaire. Na de implementering van de strafuitvoeringsrechtbanken zal er een evaluatie plaatsvinden.

VUB en UCL hebben inderdaad onderzoek gedaan naar het elektronisch toezicht. De besluiten van het onderzoek hebben betrekking op zeer verschillende en uiteenlopende onderwerpen: op de aanzienlijke verplichtingen die de elektronische enkelband voorschrijft bij het inrichten van het dagelijkse leven van de veroordeelde en zijn omgeving, op het belang van menselijke en maatschappelijke begeleiding die dus gepaard gaat met de voorziening van het elektronisch toezicht zelf, op het verband tussen het elektronisch toezicht en de andere modaliteiten van de strafuitvoering, op de noodzaak om het evenwicht te bewaren tussen de maatschappelijke begeleiding en het recht op het eerbiedigen van de persoonlijke levenssfeer en ten slotte op het behoud van de diensten van elektronisch toezicht op dezelfde, hiërarchische lijn.

De maatregelen die sinds een jaar werden getroffen voor de uitwerking van het elektronisch toezicht en die hebben geleid tot de door u gekende resultaten zijn geenszins in tegenspraak met de grote basisprincipes van het elektronisch toezicht die bij dit onderzoek werden gesteld. Ook werd er een werkgroep opgericht met afgevaardigden van zowel het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht als van het directoraat-generaal Justitiehuisen voor de voorbereiding van het overhevelen van het elektronisch toezicht naar de justitiehuisen, rekening houdend met de pertinente elementen van dit onderzoek.

Sommige veroordeelden die op minder dan 6 maanden verwijderd zijn van het einde van hun straf kunnen inderdaad onder elektronisch toezicht worden geplaatst. De veroordeelden die niet-legaal in België verblijven, de seksuele delinquenten, de veroordeelden die ter beschikking zijn gesteld van de regering en deze voor wie er een zaak aanhangig is, degenen die niet beschikken over een opvangmilieu en ook degenen waarvoor er een belangrijke contra-indicatie bestaat – risico voor fysieke integriteit van derden – kunnen van deze maatregel niet genieten.

Het gaat in wezen om een vorm van halve vrijheid die hen wordt toegekend om hen progressief in de maatschappij te re-integreren. Het elektronisch toezicht gebeurt met name van 20.00 uur tot 06.00 uur 's ochtends. Op die manier kunnen zij overdag werken, werk zoeken of een opleiding volgen.

Zestien veroordeelden die tot die categorie behoren, werden eind 2006 onder elektronisch toezicht geplaatst. Eén van hen keerde inderdaad niet terug naar zijn verblijfplaats. Deze werd onmiddellijk ter opsporing gesignaleerd door het nationaal centrum voor elektronisch toezicht. De betrokkene meldde zich 's anderendaags vrijwillig aan bij de politie.

02.04 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, ik vind het antwoord van de minister werkelijk beneden alles. Ik heb mijn interpellatie ingediend op 12 december 2006. Vandaag is het 9 januari 2007. De minister had dus weken tijd, ondanks de vakantie, om op mijn vragen een antwoord te formuleren over de verschillende aantallen. Het enige wat ik gehoord heb, is het aantal enkelbandgedetineerden zelf, maar ik kreeg geen antwoord op de vragen hoe de verhouding zit, welke categorieën van gedetineerden in aanmerking komen, hoeveel personeelsleden er op dit moment zijn en hoeveel er zullen bijkomen. Al die vragen, die ik bijna een maand geleden gesteld heb, zijn allemaal onbeantwoord gebleven. Ik vind dat zeer kras.

De minister heeft alleen bevestigd dat de uitdrukkelijke bedoeling bestaat om het aantal enkelbandgedetineerden progressief te verhogen. Dat is dan wel zeer progressief bij de minister. Ik noem dat geen progressief beleid; ik noem dat een beleid van cijferfetisjisme, waarbij alleen het aantal telt, en waarbij de rest onbelangrijk is. De minister wil absoluut zo snel mogelijk naar duizend enkelbandgedetineerden, maar de veiligheid is voor haar van secundaire orde.

Wat betreft de studie die werd uitgevoerd, zegt de minister dat er geen tegenspraak is met de grote principes en dat met de elementen van het onderzoek rekening werd gehouden. Dat is larie, het is absoluut onzin. Ik citeer nog even uitdrukkelijk wat er in een kader staat, helemaal op het einde, op bladzijde 275: "Vanuit de imperatief van gezamenlijke visieontwikkeling en het faciliteren van de broodnodige informatie-uitwisseling tussen de verschillende betrokken actoren, pleiten wij voor het verenigen van alle betrokken diensten binnen één organisatie en onder één hiërarchie, met name het NCET" – dat is het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht. "Het overplaatsen van de maatschappelijke assistenten naar de justitiehuisen lijkt ons vanuit dat opzicht geen gelukkige keuze." Maar wat doet de minister? Zij doekt het NCET op en plaatst iedereen over naar de justitiehuisen, met name de sociale assistenten naar de regionale justitiehuisen en de bewakers van het elektronisch systeem in Brussel bij de nationale dienst van de justitiehuisen. Dat doet de minister. Zij gaat dus voor 100% in tegen de universitaire aanbevelingen die zij zelf heeft besteld. Haar beleid steunt dus op geen enkele ernstige motivatie. Natuurlijk doet zij een beroep op de mensen van het NCET om de integratie nu te realiseren bij de justitiehuisen, omdat zij niet anders kan, omdat ze die mensen nodig heeft want zonder hen is het totale chaos. Maar dat is omdat de minister een totaal verkeerd uitgangspunt heeft, namelijk afbraak van het NCET.

Mevrouw de minister, ik vind dat een schandelijke afbraakpolitiek van iets dat tamelijk goed functioneert en een goede werking heeft. Over de opzet van het elektronisch toezicht kan nog gediscussieerd worden, maar het NCET werkte op een ernstige manier. Uw beleid is nefast, mevrouw de minister.

Wij zullen dan ook een motie indienen waarin wij u ten eerste vragen om rekening te houden met het onderzoeksrapport dat u zelf hebt besteld.

02.05 Tony Van Parys (CD&V): Mevrouw de minister, wat het elektronisch toezicht betreft gaat het eigenlijk klaarblijkelijk alleen nog over de cijfers. Het beleid zoals het nu gevoerd wordt, is er alleen op gericht om het cijfer te halen en heeft niets meer te maken met het zogenaamde Belgische model waarbij men eigenlijk voor het elektronisch toezicht de persoonlijke begeleiding door de justitieassistenten centraal stelde als element inzake re-integratie. Daarvan blijft in de concrete maatregelen niets meer over.

In die zin is het huidige beleid niet alleen in tegenstrijd met de aanbevelingen van de studie van de VUB en de UCL. Onder meer professor Kristel Beyens heeft immers heel uitdrukkelijk gewezen op de noodzaak van die persoonlijke contacten en die persoonlijke opvolging in functie van tewerkstelling en in functie van de opvolging van de alcohol- en drugsproblematiek. Daar blijft op dit ogenblik helemaal niets meer van over.

Wat eigenlijk erger is, is dat wat nu gebeurt met het elektronisch toezicht compleet in tegenstrijd is met de wet inzake de externe rechtspositie. Daar was die begeleiding in functie van de re-integratie precies een absoluut uitgangspunt. Daar blijft nu niets meer van over want voor diegenen die zes maanden voor het einde van hun straf zijn blijft alleen het elektronisch toezicht van acht uur 's avonds tot zes uur 's morgens over. Overdag doet men wat men wil. Er is geen begeleiding in functie van tewerkstelling. Er is geen begeleiding in functie van het milieu waarin men zich bevindt. Er is geen begeleiding in functie van de drugs- en alcoholproblematiek. Er is gewoon niets meer, nul, nihil. Dan zijn er alle risico's van dien voor diegenen die zich aan recidive dreigen te bezondigen. Ik betreur dit fundamenteel omdat dit volkomen in tegenstrijd is met wat de bedoeling was en wat hier heel uitdrukkelijk in de wet was voorzien. Alleen de cijfers tellen en dat is bijzonder jammer.

Ten slotte wil ik erop wijzen dat ik het bijzonder betreur, mevrouw de voorzitter, dat men de mensen van de dienst voor het elektronisch toezicht op dit moment eigenlijk volledig aan hun lot overlaat. Men heeft de directeur gewoon weggepromoveerd. Die man heeft in een circulaire moeten lezen dat hij elders benoemd was. Men heeft die dienst opgedoekt en overgeheveld naar de dienst Justitiehuisen, met alle gevolgen van dien en trouwens ook met alle syndicale gevolgen van dien. Er zijn immers syndicale acties aangekondigd.

Moties Motions

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.
En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Gerolf Annemans en Bart Laeremans en luidt als volgt:

"De Kamer,
gehoord de interpellatie van de heer Bart Laeremans
en het antwoord van de vice-eerste minister en minister van Justitie,
roept de regering op om rekening te houden met de conclusies van het onderzoeksrapport van VUB en UCL over het elektronisch toezicht,
en vraagt

- dat werk gemaakt wordt van een ernstige begeleiding van alle gedetineerden onder elektronisch toezicht;
- dat voorafgaandelijk aan het toekennen van dit regime steeds een externe maatschappelijke enquête zou gehouden worden;
- dat er een duidelijk onderscheid blijft bestaan tussen het systeem van elektronisch toezicht en de voorwaardelijke invrijheidstelling;
- het behoud van het NCET als een afzonderlijke dienst, los van de Justitiehuisen."

Une motion de recommandation a été déposée par MM. Gerolf Annemans et Bart Laeremans et est libellée comme suit:

"La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de M. Bart Laeremans
et la réponse de la vice-première ministre et ministre de la Justice,
invite le gouvernement à tenir compte des conclusions du rapport d'enquête de la VUB et de l'UCL sur la surveillance électronique,
et demande

- la mise en œuvre d'un accompagnement sérieux de tous les détenus placés sous surveillance électronique;
- la réalisation systématique d'une enquête sociale externe préalable à l'octroi de ce régime;
- le maintien d'une distinction nette entre le système de surveillance électronique et la libération conditionnelle;
- le maintien du CNSE en tant que service distinct, indépendant des Maisons de justice."

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Karine Lalieux en door de heer Philippe Monfils.

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Karine Lalieux et par M. Philippe Monfils.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.
Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

03 Question de M. Philippe Monfils à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le transport d'armes à feu" (n° 13574)

03 Vraag van de heer Philippe Monfils aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "het vervoer van vuurwapens" (nr. 13574)

03.01 Philippe Monfils (MR): Madame la présidente, madame la ministre, le transport d'armes à feu, d'après la nouvelle loi, est autorisé aux titulaires d'un agrément pour autant que les armes soient, bien entendu, non chargées. Les titulaires d'agrément sont les armuriers et les intermédiaires.

Un autre article de la loi prévoit que: "Nul ne peut fabriquer, réparer, exposer, vendre, céder ou transporter des armes prohibées". L'article 27, §3 de la loi prévoit que les armes et accessoires visés à un autre article, en fait les armes à usage militaire, ne peuvent être transportés que par les seuls fabricants d'armes agréés. Cela signifie que les agents ou les distributeurs, qui sont considérés comme des intermédiaires, ne pourraient donc pas transporter les armes visées à l'article 3, §1, c'est-à-dire les armes à usage militaire.

On peut comprendre que les raisons de sécurité imposent cette disposition, puisque ces armes sont prohibées, sauf celles à usage militaire. Néanmoins, une question se pose. Madame la ministre, ne pourrait-on envisager - la loi n'étant pas claire à cet égard -, la possibilité pour les intermédiaires de transporter ces armes à la demande des fabricants d'armes agréés et dans les conditions prévues par ces derniers, sous peine d'engendrer une situation problématique?

Il ne s'agit pas d'une modification de la loi mais d'un approfondissement de celle-ci. Les intermédiaires peuvent-ils transporter des armes prohibées, notamment celles à usage militaire, bien entendu à l'intervention et à la demande de ces fabricants d'armes?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre: Monsieur Monfils, pour ce qui est du transport d'armes à feu, seuls les titulaires de l'agrément ou leurs préposés dûment liés par un contrat de travail sont effectivement autorisés à transporter ces armes et ce, sur la base du principe que vous énoncez dans votre question, à savoir une sécurité maximale.

Cela signifie que la loi ne permet aucune dérogation, afin précisément que ces règles de sécurité maximale, tant vis-à-vis du matériel que des personnes, soient respectées de manière professionnelle. Autrement dit, on ne peut organiser un aménagement de la situation, parce que la loi ne permet pas une telle dérogation.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

04 Question de M. Philippe Monfils à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les exceptions de la loi sur les armes pour l'industrie de l'armement" (n° 13573)

04 Vraag van de heer Philippe Monfils aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de uitzonderingen die de wapenwet maakt voor de wapenindustrie" (nr. 13573)

04.01 Philippe Monfils (MR): Madame la présidente, madame la ministre, cette question relative aux armes est d'ordre plus technique. Le texte de ma question vous ayant été transmis, je n'en évoquerai pas tous les éléments.

Comme vous le savez, la nouvelle loi dispose que toutes les armes à usage militaire, y compris les munitions, sont considérées comme des armes prohibées. On ne peut donc fabriquer, vendre, tenir en dépôt ou détenir ce genre de munition.

Cependant, l'article 27 de ladite loi prévoit une exception qui concerne les importations, les exportations, le transit d'armes, de munitions et de matériels devant servir à un usage militaire ou de maintien de l'ordre ou encore des produits à double usage.

Cet article prévoit donc une dérogation à toute la loi pour l'industrie d'armement. Toutefois, dans son paragraphe 3, les munitions ne sont plus visées. Si on procède à une interprétation restrictive de la loi, et si on estime que l'article 27, §3 apporte une exception à la dérogation générale visée à l'article 27, on peut estimer que plus personne, y compris nos industries d'armement, ne peut fabriquer de munition. Une telle interprétation créerait une situation assez particulière.

Par ailleurs, l'article 19, 3° interdit toute publicité des armes prohibées. Or, par définition, les armes à usage militaire sont des armes prohibées. Il suffit d'aller dans un salon d'armement pour se rendre compte qu'il existe des catalogues qui présentent des armes de guerre. Il existe donc un minimum de publicité.

Si nous voulons permettre à nos industries de défense de continuer à développer leurs activités, ce type d'ambiguïté doit être levé. Les industries concernées ne demandent pas une modification de la loi, elles font simplement part de leur inquiétude quant à une éventuelle interprétation restrictive de ladite loi.

Mes questions sont les suivantes:

- Pouvez-vous me garantir que l'exception prévue à l'article 27, §1 s'applique bien à toute la loi, y compris aux commandes d'armes, munitions, etc., à usage militaire?
- Pouvez-vous me garantir que l'industrie de l'armement échappe à l'article 19, 3° et qu'elle peut, en toute légalité, continuer à faire la promotion de ses produits au sein des milieux spécialisés? Bien entendu, il n'est pas question d'aller se promener avec un catalogue de la FN ou de Heckler & Koch pour montrer qu'il existe des fusils performants. Toutefois, chacun sait que ces produits doivent faire l'objet d'une promotion, y compris via internet.

Madame la ministre, je serais heureux de vous entendre dire que l'article 27 s'applique à l'ensemble de la loi, ce qui me réjouirait ainsi que l'ensemble des industries d'armement.

04.02 Laurette Onkelinx, ministre: Je réponds positivement aux deux questions.

04.03 Philippe Monfils (MR): Madame la ministre, je me réjouis de vos deux réponses et je vous en remercie.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de nieuwe polis rechtsbijstand" (nr. 13577)

05 Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la nouvelle assurance protection juridique" (n° 13577)

05.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, in uw beleidsverklaring van oktober 2006 lazen wij dat u een polis rechtsbijstand wilt ontwikkelen opdat mensen die net niet in aanmerking komen voor pro-Deoadvocaten door middel van een of andere verzekeringspolis op een goedkope manier beroep zouden kunnen doen op rechtsbijstand.

U zou daarvoor een koninklijk besluit uitwerken waarin de minimumwaarborgen zouden voorzien zijn en u zou met de verzekeringssector onderhandelen over een modelpolis.

Wij vernamen in de media dat uw timing voorzag om tegen januari klaar te zijn. Het is nu januari en daarom wil ik u vragen wat de stand van zaken is met betrekking tot het koninklijk besluit. Werde reeds een akkoord bereikt met de verzekeringssector inzake de modelpolis rechtsbijstand of lopen de onderhandelingen nog? Indien er een akkoord is, wat zijn de waarborgen? Wat wordt wel of niet gewaarborgd in de polis? Is de polis verplicht? Wat is de jaarlijkse premie? Welke geschillen worden door de polis gedekt en welke niet? Wat is de inhoud van het modelcontract? Welke maatschappijen willen mee instappen? Vanaf wanneer komt die polis op de markt?

05.02 Minister Laurette Onkelinx: Mevrouw de voorzitter, collega Verherstraeten, na overleg met ondermeer Assuralia werd het ontwerp van koninklijk besluit waarnaar u verwijst op 21 december jongstleden goedgekeurd door de Ministerraad. Het ligt momenteel voor advies bij de Raad van State.

Er werd niet gekozen voor het verplichtend maken van dit type verzekering, maar wel voor het voorstellen van het afschaffen van de taks op de verzekeringspremie voor de contracten die de door het koninklijk besluit vast te leggen minimumvoorwaarden zullen respecteren. Het betreft strikt gezien dus geen modelovereenkomst, maar veeleer het voorzien in minimumwaarborgen waardoor het toekennen van een fiscale stimulans mogelijk zal worden.

Het maximumbedrag van de premie waarop het afschaffen van de taks van toepassing kan zijn, zal 144 euro bedragen voor de contracten die deze voorwaarden respecteren.

Onder de materies die zullen moeten worden gedekt, vermeld ik zonder compleet te zijn het aansprakelijkheidsrecht - zowel het contractuele als het buitencontractuele -, het consumentenrecht, de echtscheiding bij onderlinge toestemming, de bemiddeling in familiezaken, het bouwrecht indien er geen enkele administratieve toelating vereist is, het fiscaal recht en het administratief recht.

Het gaat hier echter slechts om basiswaarborgen en het staat de maatschappijen vrij om bijkomende dekkingen te verlenen indien zij een aantrekkelijker product willen aanbieden.

De beoogde doelstelling was het voorstellen van een maximum aan waarborgen voor een minimale premie teneinde een betere toegang tot het gerecht te verzekeren voor de personen die weliswaar niet kunnen genieten van juridische bijstand, maar voor wie het financieel toch moeilijk is om een gerechtelijke procedure te dragen.

Inzake de vraag welke maatschappijen zullen deelnemen, preciseer ik dat elke verzekeringsmaatschappij zal kunnen genieten van het fiscaal voordeel indien het contract dat ze voorstelt beantwoordt aan de voorwaarden die de Koning zal vastleggen.

Tot slot, het KB zou tegen het einde van de maand moeten gepubliceerd zijn zodat de eerste contracten binnenkort door de verzekeringsmaatschappijen kunnen worden voorgesteld.

05.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord. Als het KB na advies van de Raad van State nog moet worden uitgevaardigd, vrees ik dat het einde van de maand wellicht niet zal gehaald worden, maar misschien is dat niet zo erg. Ik heb de indruk dat datgene waarmee de regering uiteindelijk afkomt, een zo goed als lege doos is. Het buitencontractueel aansprakelijkheidsrecht is al door quasi alle traditionele polissen gedekt. Ik denk aan de familiale polis, waar rechtsbijstand in zit. Ik denk aan de autopolis, waar rechtsbijstand in zit. Ik denk aan de brandpolis, waarin artikel 1384 gedekt is en soms zelfs ook artikel 544 van het Burgerlijk Wetboek. Wat het contractuele aansprakelijkheidsrecht betreft, is het niets. Wat het familierecht betreft, als in echtscheidingen enkel de EOT's voorzien zijn en andere familierechtelijke geschillen buiten de bemiddeling niet gedekt zijn, dan is dit ook voor het familierecht zeer pover. Wat het bouwrecht betreft, als alle bouwgeschillen waarvoor administratieve toelatingen vereist zijn, niet zijn voorzien, dan is ook het grootste deel van de markt niet gedekt.

U komt dus met een suggestie, mevrouw de minister, een zo goed als lege doos, die misschien inderdaad niet veel kost en inderdaad een fiscale stimulans geeft – dat is goed – maar u geeft een fiscale stimulans voor quasi niets. Ik kan mij niet van de indruk ontdoen dat dit een beetje een slag in het water is.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

06 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de zogenaamde 'eremoorden'" (nr. 13578)

06 Question de M. Bert Schoofs à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les crimes dits 'd'honneur'" (n° 13578)

06.01 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, met de intrede van de islam in onze samenleving heeft er zich een nieuwe variant aangediend van misdrijven waarbij familieleden elkaar van het leven beroven, met name de eremoorden. Zo worden zij genoemd, maar dit is uiteraard geen juridische kwalificatie: ze is eerder antropologisch of cultureel qua omschrijving. Het is er de daders steeds om te doen een familielid te treffen dat de familie op een of andere manier te schande heeft gemaakt, althans volgens de geldende cultuur en traditie binnen de gemeenschap waarvan zowel dader als slachtoffer meestal deel uitmaken.

Mevrouw de minister, u hebt de aanpak van intrafamiliaal geweld met uw collega's in de regering als een van de voornaamste prioriteiten aangestipt. Het lijkt mij dan wel zinvol om informatie te verzamelen met betrekking tot het maatschappelijk fenomeen van de eremoorden, aangezien dit volgens mij en een groot deel van de publieke opinie ook de meest extreme vorm van intrafamiliaal geweld betreft. Het is dan ook mijn bedoeling van u te vernemen of speciaal met het oog op het bestrijden van die problematiek bepaalde initiatieven worden ontwikkeld binnen uw beleid en aanpak van intrafamiliaal geweld.

Beschikt u over gegevens over zogenaamde eremoorden? Wordt er aandacht besteed aan de slachtoffers, zeker van pogingen tot eremoord? Wij horen steeds meer dat vluchthuizen voor vrouwen meer en meer worden bevolkt door dames van allochtone origine. Ik denk dat toch een groot deel van die vrouwen vreest voor zware gewelddaden op hun persoon, precies op basis van die culturele traditie die in sommige strekkingen van de islam, vaak toegewezen aan bepaalde landen, opgeld maakt in onze samenleving. Ik heb geen concrete plannen en het is dan ook een vraag waarover ik wel nadenk, maar zou het niet nuttig zijn een juridische kwalificatie aan dit verschijnsel te geven om het zo de kop in te drukken en mogelijke daders af te schrikken? Ik weet niet of dit zou helpen, maar in elk geval kan men zo ook de slachtoffers ondersteunen en hen laten weten dat er wel degelijk aandacht wordt besteed op zowel correctioneel als boetstraffelijk vlak aan de eremoorden.

06.02 Minister **Laurette Onkelinx**: De rondzendbrief COL 4/2006 die ik op 1 maart 2006 opstelde samen met het College van procureurs-generaal betreffende het strafrechtelijk beleid inzake partnergeweld bevat geen bijzondere bepalingen omtrent de specifieke problematiek van de eremoorden. Deze rondzendbrief beoogt uitsluitend het geweld dat door één partner van het koppel op de andere werd gepleegd. Niettemin spreekt het vanzelf dat het gaat om geweld dat gepleegd werd door een familielid of naaste van een partner van het koppel om zich te wreken op de gekrenkte eer van deze laatste.

De geest van COL 4/2006 wettigt het feit dat de gerechtelijke en de politieoverheden met dezelfde vastberadenheid en even snel en doortastend te werk gaan. Gezien het risico van onherstelbare gevolgen voor het leven van het slachtoffer dringen zich bijzondere beschermingsmaatregelen op om het slachtoffer in veiligheid te brengen, zonodig door diens verblijfplaats verborgen te houden.

Het blijkt niet opportuun om een bijzondere verzwarende omstandigheid in het leven te roepen aangezien reeds veelvuldige straffen de mogelijkheid bieden strenge sancties uit te spreken, rekening houdend met de omstandigheden die elke zaak eigen zijn.

06.03 **Bert Schoofs** (Vlaams Belang): Mevrouw de minister, ten eerste, ik hoop ook niet dat mijn voorstel om eremoorden anders te kwalificeren een aanpassing zou betekenen van ons recht aan zeer barbaarse tradities binnen bepaalde religieuze stromingen. Dat hoop ik uiteraard niet.

Ten tweede, ik meen toch dat men het verschijnsel onder ogen moet zien. Men zou toch eens een sociologische studie moeten laten uitvoeren door een of ander departement – want er worden zoveel studies gemaakt, die kan er zeker nog bij – naar dat verschijnsel. Laatst is er nog een zaak geweest voor het assisenhof in Tongeren, waar die discussie zeer duidelijk aan de orde was en waar zij het voorwerp uitmaakte van juridische beschouwingen.

De regering zal hierin dus duidelijkheid moeten verschaffen. Het mag absoluut niet de bedoeling zijn dergelijke dossiers te verdringen wegens politieke correctheid, want ik meen dat er op dat vlak wel degelijk een niche is in ons strafrecht waar een harde aanpak vereist is. Dus, ik blijf erop aandringen, mevrouw de minister, dat u daar werk van maakt en dat u niet bepaalde groepen wil beschermen omdat ze zogezegd al een beschermd statuut genieten in deze samenleving.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Collega's, ik kom tot vraag nr. 13593 van de heer Laeremans over de traagheid van het gerecht inzake verkrachtingsdossiers.

06.04 **Laurette Onkelinx**, ministre: Madame la présidente, j'ignore si la question sera longue, mais j'ai demandé des éléments de réponse au procureur général. N'étant toujours pas en leur possession, je ne serai pas en mesure de donner une réponse aujourd'hui. Sans doute vaudrait-il mieux reporter la question

jusqu'à ce que je possède l'ensemble des éléments.

De **voorzitter**: Mijnheer Laeremans, kunt u ermee akkoord gaan dat wij deze vraag volgende week opnieuw op de agenda zetten? (*Instemming*) Zo zal geschieden.

07 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Bart Laeremans aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de opvang van jonge psychiatrische patiënten in het kader van het aangepaste jeugdrecht" (nr. 13594)
- de heer Tony Van Parys aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de opname van minderjarigen in psychiatrische instellingen voor volwassenen" (nr. 13612)
- de heer Melchior Wathelet aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de plaatsing van minderjarige delinquenten in psychiatrische instellingen voor volwassenen" (nr. 13638)

07 **Questions jointes de**

- M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'accueil de jeunes patients psychiatriques eu égard aux nouvelles dispositions du droit de la jeunesse" (n° 13594)
- M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'internement de mineurs dans des établissements psychiatriques pour adultes" (n° 13612)
- M. Melchior Wathelet à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le placement de mineurs délinquants dans les institutions psychiatriques pour adultes" (n° 13638)

07.01 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, uit de krant "De Morgen" van 2 januari 2007 vernemen wij dat de voorbije tijd een vrij groot aantal jongere minderjarigen door jeugdrechters in psychiatrische instellingen voor volwassenen worden geplaatst. Een en ander blijkt het gevolg te zijn van het aangepaste jeugdrecht dat een aantal maanden geleden in het Parlement werd goedgekeurd en door sommigen heel verkeerdelijk "jeugdsanctierecht" werd genoemd.

Rechters kunnen jongeren nu plaatsen na een eenvoudig, medisch rapport, terwijl vroeger een jeugdpsychiatrische evaluatie nodig was. De vrederechter was verantwoordelijk. Nu is gewoon de jeugdrechter verantwoordelijk en gebeurt de plaatsing veel frequenter.

Door het gebrek aan plaatsen in gespecialiseerde jeugdinstanties komen de betrokkenen nu terecht in instellingen voor volwassenen. Volgens de Antwerpse professor Deboutte wijst dat erop dat er voorafgaandelijk aan de wetwijziging, geen afdoend overleg met de experts van de jeugdpsychiatrie is geweest. Ik citeer: "In plaats van je bestaande expertise uit te bouwen, creëert men een apart netwerk voor jongeren met delinquent gedrag dat niet doelmatig is. Dit wekt de indruk dat het beleid de doelstelling heeft om jongeren met problematisch gedrag weg te stoppen in grote, psychiatrische instellingen."

Minister Demotte werd door de krant om een reactie gevraagd. Hij hield echter de boot af en verwees naar Justitie. Mevrouw de minister, daarom ondervragen wij in de eerste plaats u.

Ten eerste, kan de minister bevestigen dat de voorbije maanden heel wat minderjarigen door de jeugdrechters naar psychiatrische instellingen voor volwassenen werden verwezen? Beschikt de minister over cijfers per Gewest?

Ten tweede, welke informatie werd in dat verband door uw diensten aan de jeugdrechters doorgespeeld? Welke aanbevelingen doet Justitie ter zake? Werd ter zake met de sector zelf overleg gepleegd? Wat waren de resultaten van het overleg?

Ten derde, werd over de kwestie overleg gepleegd met de minister van Volksgezondheid? Wat waren de resultaten van het overleg?

Ten vierde, kan de minister een overzicht geven van het aantal gespecialiseerde opvangbedden per Gewest en per regio? Waar doen de tekorten zich voor? Waar staan er uitbreidingen op stapel? Klopt het dat de uitbreidingen vooral gepland zijn in instellingen voor volwassenen, waar geen gespecialiseerde knowhow is voor de voornoemde doelgroep? Zo ja, waarom werd er niet voor geopteerd om de bestaande expertise en het netwerk uit te bouwen?

Ten slotte, is het de bedoeling van de minister dat de betrokken minderjarigen nu reeds zoveel mogelijk in instellingen voor volwassenen terecht komen?

07.02 Tony Van Parys (CD&V): Mevrouw de voorzitter, ik zal zeer kort zijn.

Volgens de media komen minderjarigen in psychiatrische instellingen voor volwassenen terecht. Dit is blijkbaar het gevolg van het uitblijven van het KB dat de criteria bepaalt voor de plaatsing van een minderjarige in een psychiatrische instelling.

Mevrouw de minister, waarom laat dit KB op zich wachten? Wanneer zal het worden gepubliceerd?

07.03 Melchior Wathelet (cdH): Madame la présidente, madame la ministre, ma question est du même type que celles de mes prédécesseurs.

Récemment, la presse relatait certains problèmes liés à l'application de la nouvelle loi en matière de protection de la jeunesse qui auraient eu pour conséquence le placement de mineurs dans des institutions psychiatriques pour adultes.

N'y a-t-il pas des lacunes à cet égard? Il semblerait qu'un arrêté royal aurait dû être pris mais ne l'a toujours pas été concernant les conditions de placement du mineur dans une institution psychiatrique. Quand cet arrêté royal sera-t-il pris?

Par ailleurs, il existe trop peu de lieux spécialisés pour les mineurs délinquants qui souffrent de problèmes psychiatriques. Quelles solutions envisagez-vous pour assurer la prise en charge de ces mineurs?

Des accords avec le ministre de la Santé publique sont-ils prévus? La circulaire ministérielle du 28 septembre 2006, relative aux lois du 15 mai et 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction, indique que les protocoles d'accord conclus entre le ministre de la Santé publique et les institutions psychiatriques seront modifiés en vue de garantir, dans les limites des places existantes et disponibles de l'institution, l'accueil des jeunes placés par le tribunal de la jeunesse. Monsieur le ministre, où en êtes-vous dans vos relations avec le ministre de la Santé publique? Quelles initiatives avez-vous prises ou a-t-il prises?

Comptez-vous nous dire où en est ce protocole d'accord avec le ministre de la Santé?

07.04 Minister Laurette Onkelinx: Ik wens u vooreerst erover te informeren dat de plaatsingsmodaliteiten geenszins versoepeld zijn.

Mijnheer Laeremans, uw informatie is verkeerd. In het verleden volstond een eenvoudig medisch rapport. De nieuwe jeugdwet bepaalt dat, voor de plaatsing van jeugdige delinquenten, een heel recent medisch verslag nodig is, hoogstens een maand oud, opgesteld door een jeugdpsychiater. Bovendien zullen bij KB kwaliteitscriteria worden bepaald waaraan het verslag moet voldoen. Dat KB is in voorbereiding. Een werkgroep van specialisten, magistraten en psychiaters werkt sinds de maand september aan de kwaliteitsvereisten. Het betreft evenwel een delicaat punt. De nood aan een kwaliteitsvol onderzoek, dat dus tijd vergt, en de nood aan een snel optreden in het kader van de voorlopige maatregelen moeten worden verzoend. Ik beoog de werkzaamheden af te ronden tegen de lente, maar ik wil niet overhaast te werk gaan in een dermate gevoelige materie.

Er heeft mij nog geen enkele officiële melding bereikt over de wijze waarop de jeugdrechters omgaan met de verslaggeving of met de genoemde plaatsingen.

Wat uw vraag naar cijfergegevens betreft, verwijs ik u naar de procedure van schriftelijke vragen.

Er is volop overleg bezig met het kabinet van minister Demotte, dat op zijn beurt overlegt met de kabinetten van de bevoegde gemeenschapsministers, mevrouw Vervotte en mevrouw Vienne. Voor de oriëntatie van dat overleg, dat naast plaatsingen ook ambulante begeleiding en outreachment betreft, onder andere in de gemeenschapsinstellingen en normale K-diensten, verwijs ik u door naar minister Demotte. Hetzelfde geldt voor het aantal beschikbare plaatsen.

Ik kan u evenwel meedelen dat onder andere het aantal FOR K-bedden, vandaag 24 bedden, weldra zal worden uitgebreid en dat daarbij zal worden toegezien op een betere spreiding per werkingsgebied van elk hof van beroep. Bovendien is het probleem algemeen. In de gemeenschapsinstellingen is het plaatsgebrek nog veel groter.

Je voudrais signaler que tous les protocoles d'accord concernant les projets FOR K font l'objet de discussions en groupes de travail intercabinets et que la prochaine réunion aura lieu le 12 janvier prochain.

Laat dit duidelijk zijn. Sinds de installatie van de FOR K-bedden, wordt er duidelijk geopteerd om binnen de doelgroep kinderen en jongeren een specifiek zorgtraject uit te bouwen voor jeugdige delinquenten.

Ik wijs voorts op het feit dat de inspectiediensten van de Gemeenschappen en Gewesten mee kunnen toezien op de werking van de door hen erkende diensten, bijvoorbeeld op de werking van deze instellingen voor volwassenen die ook minderjarige delinquenten zouden opvangen. Minister Vervotte kan dus optreden.

Tot slot informeer ik u over het plan van minister Demotte, dat een brugfunctie van een voltijds equivalent per hof van beroep zal instellen. Deze persoon zal de samenwerking tussen Justitie en de gezondheidssector bevorderen. Alvorens tot plaatsing over te gaan, zal deze persoon nagaan wat het meest geschikte zorgtraject is voor elke jongere. Voor alle verdere vragen en uitweidingen verwijs ik u naar de commissie voor de Sociale Zaken en Volksgezondheid.

07.05 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, u zegt dat de rapportage niet echt verschilt met vroeger, in die zin dat er nu ook een jeugdpsychiatrisch rapport moet zijn, of minstens een evaluatie door een jeugdpsychiater. Ik kan daarvan akte nemen.

Het probleem stelt zich echter wel. Ik lees in de kranten dat alleen al in Antwerpen in tien dagen tijd, dertien jongeren geplaatst werden in een instelling voor volwassenen. Het probleem zit dus blijkbaar niet zozeer bij de medische rapportage, maar bij de bevoegdheidsverlegging van de vrederechter naar de jeugdrechter, die veel frequenter dit soort zaken toepast. Daar stelt zich een ernstig probleem.

Mevrouw de minister, mijn tweede vraag was welke informatie er vanuit Justitie is doorgespeeld aan de jeugdrechters en welke aanbevelingen u doet aan de jeugdrechters. Daarop heb ik geen echt antwoord gekregen. Ik hoop dat u van uw bevoegdheid gebruikmaakt om wat instructies te geven of minstens een helpende hand te verlenen.

Men geeft hier het voorbeeld van een dertienjarig meisje dat in een psychiatrische instelling voor volwassen mannen terecht komt. Men kan zich voorstellen tot wat voor incidenten dat kan leiden. Men moet dit voorkomen. Er moet snel worden opgetreden. U zegt dat u aan een KB werkt, maar dat het nog een aantal maanden kan duren. Welnu, dit soort situaties moet u op alle mogelijke manieren mee helpen trachten te voorkomen. Ik weet dat het een gedeelde bevoegdheid is met Volksgezondheid en de Gemeenschappen. U moet daar echter ook uw verantwoordelijkheid nemen.

Ten slotte, u verwijst voor vele antwoorden naar minister Demotte. Wij zullen hem ondervragen. Ik stel alleen vast dat minister Demotte naar u heeft verwezen. Ik had dus van u een meer volledig antwoord verwacht, ook al omdat u de heer Demotte goed kent. Ik denk zelfs dat u van dezelfde partij bent. U had bij hem dus ook de informatie kunnen vragen die ons vandaag vooruit had kunnen helpen.

07.06 Tony Van Parys (CD&V): Mevrouw de voorzitter, wanneer hier wetten worden goedgekeurd, is dat niet alleen een aankondiging van iets dat zal komen. Het zou tezelfdertijd de verzekering moeten inhouden dat de middelen aanwezig zijn om die wetten uit te voeren. We stellen opnieuw vast dat de uitvoering van de wet te wensen overlaat en dat we eigenlijk in een systeem zijn vervallen waarbij het goedkeuren van een wet een soort aankondiging is in plaats van dat er effectief voor wordt gezorgd dat die wet ook zal kunnen worden toegepast.

07.07 Melchior Wathelet (cdH): Madame la ministre, je m'exprimerai dans le même sens.

Il est indispensable que ces lois puissent effectivement entrer en vigueur et que l'arrêté royal soit pris le plus rapidement possible. Madame la ministre, vous indiquez qu'il ne faut pas se précipiter. Il est certain qu'il ne faut pas agir dans la précipitation et mal faire le travail mais on constate actuellement des situations extrêmement difficiles à vivre.

Il s'agit de jeunes personnes placées en institution psychiatrique, donc particulièrement vulnérables, or elles ne sont pas placées dans un établissement adapté à leur problème. Elles vivent donc des situations tragiques. Il est indispensable d'agir le plus rapidement possible et de trouver une réponse concrète à la loi

qui a été votée au Parlement.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

08 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Gerolf Annemans aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de jongste verklaringen met betrekking tot de villa van de prins" (nr. 13599)

- de heer Patrick De Grootte aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "het niet onderzoeken van de betrokkenheid van een prins in een fraudezaak" (nr. 13602)

- de heer Tony Van Parys aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "het rapport over het onderzoek naar de fraude bij leveringen aan Villa Clémentine" (nr. 13613)

- de heer Koen T'Sijen aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de positieve discriminatie van prinses en prinsessen in de werking van het Belgisch gerechtelijk apparaat" (nr. 13630)

08 **Questions jointes de**

- M. Gerolf Annemans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les déclarations récentes à propos de la villa du prince" (n° 13599)

- M. Patrick De Grootte à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'absence d'enquête sur l'implication d'un prince dans une affaire de fraude" (n° 13602)

- M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le rapport de l'enquête sur des fraudes en matière de livraisons à la Villa Clémentine" (n° 13613)

- M. Koen T'Sijen à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la discrimination positive dont font l'objet les princes et les princesses dans le cadre du fonctionnement de l'appareil judiciaire" (n° 13630)

De **voorzitter**: Collega's, deze zaak heeft de emoties de laatste weken op zijn zachtst gezegd nogal beroerd. Ik hoop en ik zou u daartoe willen oproepen dat deze commissie hierover een volwassen, sereen en rustig debat kan voeren.

08.01 **Gerolf Annemans** (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, dit is de eerste keer in 20 jaar dat een voorzitter van een commissie mij daartoe oproept. U begint nogal allures te krijgen, vind ik. Wie heeft u daartoe geïnspireerd om dat zo te doen?

De **voorzitter**: Soms heb ik zelf ook wel eens ideeën, mijnheer Annemans, ondanks het feit dat u dit lijkt...

08.02 **Gerolf Annemans** (Vlaams Belang): Dat is ook wat de minister zegt. Wat is uw idee? Denkt u dat ik de zaak hier overhoop ga zetten of zo?

De **voorzitter**: Ik heb u toch niet geviseerd, mijnheer Annemans?

08.03 **Gerolf Annemans** (Vlaams Belang): Wie dan wel? Toch niet de heer Van Parys?

De **voorzitter**: Ik heb gewoon verwezen naar wat er de laatste weken...

08.04 **Gerolf Annemans** (Vlaams Belang): Mevrouw, nu bent u toch wel buiten de lijntjes aan het kleuren. Er is in dit Parlement maar een man, misschien af en toe in het gezelschap van de heer De Grootte, die over deze zaak heeft gesproken. Ik heb dat altijd juridisch behandeld. Ik zal dit ook vandaag doen. Ik ben de enige...

De **voorzitter**: Als wij op dezelfde lijn zitten, mijnheer Annemans, waarom begint u dan onmiddellijk...

08.05 **Gerolf Annemans** (Vlaams Belang): Omdat ik vind dat er geen reden is om een parlamentslid op te roepen om niet emotioneel te zijn als hij degene is die deze zaak vier weken geleden zonder enige emotie en op een juridische manier heeft behandeld. Ik vind het bevreemdend dat u de vraag zo aankondigt. Ik heb dat in 20 jaar parlementaire carrière nooit meegemaakt, mevrouw. Uw voorzitterschap begint rare vormen aan te nemen voor mij en het is mijn vrijheid om dat te kunnen zeggen.

De **voorzitter**: Uw reactie wijst alleszins al op een zekere emotionaliteit.

08.06 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Nu ben ik helemaal van mijn melk want ik heb begin december...

De **voorzitter**: Mijnheer Annemans, u hebt het woord voor uw vraag. Ik herhaal: laat ons bij het debat blijven.

08.07 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): We beginnen nu de vragenronde.

Ik ben begin december over deze zaak vragen beginnen stellen en altijd in rustige termen. Misschien was ik wel de enige want ondertussen heeft dat debat inderdaad emotionele vormen aangenomen over de verhoudingen tussen Wallonië en Vlaanderen, over de dotatie en – godbetert – zelfs over de rol van de Koning. De sp.a is daar kampioen in. Zij komen nu voor de 37^{ste} keer sinds 1993 – de vorige koningskwestie – aankondigen dat de sp.a voorstander is van een herziening van de rol van de Koning en de media trappen daar telkens weer met beide voeten in. Ik wil het daarover allemaal niet hebben vandaag.

Voor mij blijft mijn vraag beperkt tot de teneur waarin ik die vraag begin december heb gesteld. Die teneur is vrij simpel: wat is de rol van het parket in deze zaak? Ik was de eerste om kritiek te uiten op de heer Rubens. Ik heb dit in alle rust in de plenaire vergadering gedaan. Dat was nog de periode waarin iedereen naar mij keek en zei dat het een schandaal was dat ik daarover begon terwijl ik er niets mee te maken had. Eerst de heer Reynders, want Verhofstadt wou niet komen, en vervolgens de heer Verhofstadt zelf zeiden dat dit een zaak was van het gerecht. Het gerecht moet zijn gang gaan. Wij bemoeien ons daar niet mee. Het onderzoek was afgerond en de prins heeft er niets mee te maken. Ik werd bovendien aangeraden om te zwijgen...

Ik bleef altijd heel rustig, mevrouw de voorzitter, mijn argumenten ontwikkelen over de rol van het openbaar ministerie en het feit dat daar iemand aan zijn villa werken zag uitvoeren zonder dat hij geacht werd om te weten dat daar werken werden uitgevoerd. Ik vond dat bevreemdend. Toen in deze Wetstraat nog niemand mij daarin volgde, was ik de man die dat zaakje behandelde maar altijd, mevrouw, zonder emoties. Ik blijf dat zo doen. Ik blijf wel degelijk mijn vragen aan de minister van Justitie stellen. Wat is de rol aan het worden van die procureur en de manier waarop die procureur de zaken heeft afgehandeld? Voor het Vlaams Belang is dit vooralsnog geen debat over dotaties of de rol van het koningshuis. Afgezien van de vraag of de sp.a aan het koningsgezinde Franstalig België... Mijnheer T'Sijen, uw minister van PS zal u nog eens uitleggen hoe koningsgezind zij wel is. Afgezien van het feit dat dit allemaal blowing in the wind is, beperk ik mij tot de kern van de zaak.

Een dolgedraaide procureur uit Hasselt weet niet meer hoe hij uit deze zaak waarin hij verstrikt is geraakt, moet uit geraken. De minister van Justitie moet hem daarbij, mijns inziens, helpen. Ze heeft hem niet echt goed geholpen.

Zes jaar lang heeft de procureur herhaald dat de prins daar niks mee te maken heeft. Ik citeer hem: "Wie daar vragen over stelt" – ik neem aan de pers en ook het Vlaams Belang, de enige partij die hierover vragen stelde – "kan ik melden dat de prins in de zaak werd betrokken op een onaanvaardbare manier". "Maatschappelijk walgelijk om zich daarmee bezig te houden", zei de procureur tot de pers. De prins had er niets mee te maken. Toen kwam de koninklijke toespraak, wellicht na een ingeving van de eerste minister. Thans rijst de vraag, na de koninklijke toespraak, gevolgd door het KB van de minister, waarom het plots wel kan.

Mijn vermoeden – het is aan de minister om dit te bevestigen of te ontkennen – is dat er getuigen zijn die nu op tafel hebben gebracht dat er altijd, zes jaar lang, een tweede dossier heeft bestaan; een dossier-bis, dat in normale omstandigheden – ik heb de zaak-Dutroux en dergelijke meegemaakt – alleen bestaat omdat er anonieme getuigen zijn. In de 19^e eeuw bestond dit om hier en daar een graaf of baron te beschermen. Voor het overige is het systeem van het dossier-bis niet toegelaten. Hetgeen de heer Luybaert naar voren brengt over de rol van de heer Rubens is zeer ernstig. Het is een vraag waard aan de minister van Justitie.

Mevrouw de minister, bestaat er in Hasselt een dossier-bis? Bestaat er een tweede dossier waarin al de verklaringen zijn opgenomen over de rol van prins Laurent gedurende zes jaar door de heer Rubens die gans de tijd procureur des Konings is geweest te Hasselt? Zo ja, waar is dit tweede dossier? Waarom is er een tweede dossier?

Indien er geen tweede dossier is, dan staan we voor een heel eigenaardige zaak waarbij het enige

document waarin prins Laurent in dit dossier genoemd wordt het proces-verbaal van ondervraging is van prins Laurent van vandaag of gisteren indien hij gisteren ondervraagd is geweest. De enige mogelijke band tussen Laurent en dat dossier zijn dan zijn eigen verklaringen. Ik heb hier gisteren een persmededeling aan gewijd. Volgens het Transnuclear-arrest wordt zijn rol in de zaak dan vrijgepleit dankzij hetgeen hij er zelf gisteren en vandaag over zegt.

Kortom, dit dossier is juridisch verknoeid door een procureur des Konings die niet langer het verschil kent tussen zijn hoofd en onderkant en in deze zaak blijk heeft gegeven van een ernstige vorm van onbekwaamheid. Indien hij een dossier-bis in deze zaak heeft aangelegd, moet zijn rol in deze zaak voorwerp uitmaken van een onderzoek van de minister van Justitie.

Mevrouw de minister, u ziet dat ik dit heel zakelijk behandel, zonder emoties. Ik ga ervan uit dat het aan de minister van Justitie is om het uit te klaren. Ik heb volgende vraag.

Heeft de heer Rubens in die zes jaar een politieke beslissing uitgevoerd om Laurent daar buiten te houden? Dat wordt trouwens door alle getuigen en betrokkenen in deze zaak beweerd. Ik ga ervan uit dat die vraag essentieel is. Het is immers omgekeerd zo dat hij die zes jaar lang beweerd heeft dat Laurent er niets mee te maken had, nu plots prins Laurent is beginnen ondervragen nadat er een politieke beslissing is genomen om hem te ondervragen, nadat hij een koninklijk besluit van u, mevrouw de minister, op zijn dak heeft gekregen om hem te ondervragen. Die Rubens heeft volgens mij, hierop moet een antwoord komen, politiek besloten om hem te ondervragen omdat het een politieke beslissing was van de Ministerraad om hem te ondervragen. Ik mag dus veronderstellen dat het ook een politieke beslissing van hem was om zes jaar lang de prins uit die zaak te houden.

Er zijn dus ernstige bedenkingen, juridische bedenkingen, louter technische en zakelijke juridische bedenkingen, over deze zaak te maken. Ik kan natuurlijk nog verder uitweiden. Er is dus een paradox in het gedrag van het openbaar ministerie. Uit deze paradox gaat het openbaar ministerie volgens mij niet meer uitgeraken.

Mevrouw de minister, u hebt een koninklijk besluit getroffen. Wat waren de aanleidingen? Waarom hebt u dat plots wel getroffen hoewel u de hele maand december namens de regering tegen mij hebt gezegd dat hij er niets mee te maken had? Hoe is dat gedraaid? Hoe is dat omgedraaid?

Nadien kunnen wij dan het debat voeren over de rol van de monarchie en over de dotaties en dergelijke. Dat is volgens mij voorbarige en aandachtsafleidende praat van sp.a en consorten, die in feite zelf verantwoordelijk zijn. Zij hebben in 1993 de koningskwesie mee moeten begeleiden. Zij hebben vervolgens zelf die dotaties toegekend en zelf een paarse meerderheid gezocht om die dotaties te blijven verlenen.

Dan kunnen wij een debat voeren over de koninklijke stichting, die het imago heeft van een soort van Koninklijke Schenking, waarin Leopold II in zijn grote goedheid al die goederen aan ons heeft gegeven. Iemand zou eens moeten uitrekenen, ik ben blij dat het Rekenhof zich daar eens mee gaat bezighouden, wat ons die zogenaamde schenking gekost heeft. Wij moeten dat immers onderhouden. Wij moeten dat tot in de eeuwigheid onderhouden. Wat hebben wij met die zogenaamde koninklijke goederen, met die schenking, waarover wij als burgers niet mogen beschikken vermits ze gereserveerd zijn aan de familie zelf, op ons dak gekregen?

Mevrouw de minister, ik rond af. Is er een tweede dossier?

Ten tweede, waarom hebt u dat koninklijk besluit getroffen?

Ten derde, wat is de rol van procureur Rubens in deze zaak?

08.08 Patrick De Groot (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, ik moet inderdaad beamen wat de heer Annemans stelt, toch waar hij het heeft over de vaststelling dat er nu plots meer vragen zijn over dit fameuze dossier dan toen wij destijds de enigen waren die aan de heer Reynders een vraag stelden. Wij werden toen inderdaad met scheve ogen bekeken: hoe durfden die!

Maandag startte het proces inzake fraude bij de marine. Dit onderzoek heeft maar liefst zes jaar geduurd! Ondanks het feit dat men naar eigen zeggen, tot op het bot is gegaan, stel ik twee zaken vast. Ten eerste bestaat er van de 53 miljoen frank van de marine die effectief werden aangewend, over een kleine

39 miljoen frank nog onduidelijkheid. Ten tweede is het parket er in geslaagd een bepaalde begunstigde van deze fraude niet te horen tijdens het onderzoek, die zes jaar dus, maar heeft het ter elfder ure uiteindelijk nog een poging gedaan. We hebben in de pers daarover een aantal verklaringen gehoord van procureur des Konings Marc Rubens. Die vond het nodig de verdediging op te nemen van een persoon die hij nog nooit heeft gehoord en die – ik benadruk dat – in alle andere gevallen als een verdachte of minstens, hier misschien toepasselijk, als kroongetuige zou worden aangezien. Ondertussen hebben we verklaringen gehoord van drie beschuldigen die stellen dat de persoon wist van fraude enzovoort. Men heeft zelfs pasta gegeten. Ik vroeg mij af, misschien cynisch, of er nu een tweede spaghettiarrest op komst is.

Ik wil maar stellen, collega's, dat het bij een normale rechtsgang onmogelijk is dat iemand die op frauduleuze wijze geniet van diensten en goederen, niet wordt gehoord of toch minder gemakkelijk als getuige kan worden opgeroepen, omwille van een hele reeks beschermende maatregelen. Ik heb het woord "klassenjustitie" gebruikt en ook "een politiek van twee maten en twee gewichten". In een vorige uiteenzetting antwoordde u, mevrouw de minister, naar ik meen op 12 december, dat enkel de Koning conform artikel 88 van de Grondwet beschikt over een absolute en onbeperkte immuniteit. U verklaarde verder ook, vrij vertaald, dat citoyen Laurent moest worden beschouwd als gelijk welke andere burger voor de gerechtelijke autoriteiten, met dezelfde rechten en dezelfde plichten. U verwees daarbij evenwel niet naar de omslachtige procedure van artikel 510 en volgende van het Wetboek van strafvordering waarbij, en ik haal nogmaals uw woorden aan, citoyen Laurent enkel met een schriftelijke vragenlijst bij hem thuis door de voorzitter van het hof van beroep kon worden gehoord.

Ik heb het dan nog niet over de vaudeville van gisteren, waarbij het parket alsnog prins Laurent ging horen, na dat zes jaar verzuimd te hebben. Volgens het openbaar ministerie was het KB van de regering ook nog niet in orde, blijkbaar wegens vormfouten. Achteraf werd dat weerlegd.

Ik kan alleen maar besluiten dat het geklungel van gisteren en de afgelopen weken enkel het gevolg is van een klassenjustitie, omdat sommige personen meer gelijk zijn dan anderen.

Mevrouw de minister, ik heb de volgende vragen.

Ten eerste, waarom hebt u als minister geen gebruikgemaakt van uw positief injunctierecht om citoyen Laurent te laten horen? Uiteindelijk heeft de regering pas vorige vrijdag, nadat wij openlijk kritiek hadden geuit op de gang van zaken, een KB goedgekeurd om de letterlijke en figuurlijke kroongetuige te horen in de rechtbank. Dat dus is pas gebeurd na de druk van de pers, het Parlement en de mensen in de straat. Volgens mij had het al veel eerder moeten gebeuren. Het is te elfder ure gebeurd.

Ten tweede, mevrouw de minister, zult u de specifieke procedures voor prins en prinsessen van koninklijke bloede, bepaald in artikel 510 en volgende, eventueel afschaffen? Ik meen gehoord te hebben dat collega T'Sijen daarvoor een wetsvoorstel heeft ingediend. Ik wil mij graag daarbij aansluiten, collega.

Mevrouw de minister, het hele fraudedossier in verband met de werken aan de woning van prins Laurent maakt duidelijk – de heer Annemans zal het misschien niet graag horen – dat er een grondig debat gevoerd moet worden over de rol, de financiering en de betekenis van de monarchie. Ik heb een jaar geleden een voorstel ingediend om alle grondwetsartikelen die betrekking hebben op de politieke macht van de Koning, vatbaar te maken voor herziening.

08.09 Tony Van Parys (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, er worden terecht veel vragen gesteld over dit dossier. Ik geloof dat die vragen ook een antwoord moeten krijgen. Ik geloof dat het grote voordeel van een rechtstaat is dat, wanneer een zaak aan een rechter wordt toegewezen, het aan de rechter is om deze vragen in volle onafhankelijkheid en objectiviteit te beantwoorden. Ik heb vertrouwen in de rechterlijke macht en de rechtbank van Hasselt, die inderdaad een antwoord zal moeten geven op de vraag over de kwaliteit van het onderzoek, over de duurtijd van het onderzoek, over de objectiviteit van het onderzoek, over de volledigheid van het onderzoek, over de vraag of er al of niet druk of bescherming zou zijn geweest, over de vraag of er fraude is geweest bij de marine, en wie daarbij betrokken was en wie daarvan op de hoogte was.

Ik denk dat de vele vragen die de laatste tijd aan bod zijn gekomen door de rechter en de rechtbank in Hasselt een oplossing moeten krijgen in alle objectiviteit, volledigheid en onafhankelijkheid. Ik denk trouwens dat de kwaliteit van de verdediging van alle partijen verzekerd is. Wij vernamen vanmorgen nog dat prins Laurent wordt verdedigd door de gewezen voorzitter van de sp.a. Dat is de gewezen voorzitter van onze

commissie, de heer Erdman. Wij moeten ons dus geen zorgen maken over de verdediging van prins Laurent. Die is in uitstekende handen. Wij hebben vandaag dus zonder enige twijfel een zorg minder.

Mevrouw de minister, ik zal vandaag geen vragen stellen die betrekking hebben op het proces zelf. Ik wil mij vandaag beperken tot twee zaken, een vaststelling en een vraag.

Mijn vaststelling is dat ik de indruk heb dat er nog heel wat te doen is met betrekking tot de opleiding van de persmagistraten in dit land, als ik zie op welke manier de communicatie inzake onder meer dit proces verloopt. Ik denk dat een ernstige investering nodig zal zijn om een behoorlijke communicatie te verzekeren.

Ik heb ook nog een vraag. U hebt vorige week aangekondigd dat u een onderzoek over het onderzoek zou laten voeren. Mijn vraag is wat de draagwijdte van dit onderzoek is. Op basis van welke juridische grondslag hebt u dit onderzoek van dat onderzoek gevraagd? Wat heeft dit rapport opgeleverd?

08.10 Koen T'Sijen (sp.a-spirit): Mevrouw de voorzitter, vooraf wil ik beklemtonen dat ik het proces laat voor wat het is. Het is de rechter die het proces moet voeren.

Mevrouw de minister, ik wens het debat wel open te trekken naar een, mijns inziens, constructief voorstel. Het heeft te maken met het oproepen van de prins tot getuige. Ik denk dat er toch wel belangrijke vragen zijn gesteld, zowel in de media als in de publieke opinie, over de manier waarop dat allemaal gelopen is, de tijd die daar over gegaan is, de beslissingen die heel snel en trouwens accuraat zijn genomen door de regering om een koninklijk besluit af te kondigen om toe te laten dat de prins kan getuigen.

Daarom stel ik een wijziging van artikel 510 van het Wetboek van strafvordering voor. Daarover gaat ook mijn concrete vraag. Ik ben ervan overtuigd dat iedereen eigenlijk gelijk is voor de wet. Prinsen en prinsessen moeten daar niet boven staan. Een artikel dat erin voorziet dat er eerst een speciaal koninklijk besluit uitgevaardigd moet worden vooraleer een prins of prinses opgeroepen kan worden als getuige, is niet meer van deze tijd. Dat artikel dateert trouwens van 1812, uit de tijd van Napoleon. Ik denk dat dit niet gezond is voor onze democratie. Trouwens, als ik de kerstboodschap van de Koning in herinnering breng, dan denk ik dat het Hof ook wel zal beseffen dat zoiets niet meer van deze tijd is. Het is een soort van positieve discriminatie die de man in de straat niet meer begrijpt.

Mevrouw de minister, ik wil dan ook heel concreet vragen of u het met mij eens bent dat de huidige regeling personen beschermt, die dit eigenlijk niet echt nodig hebben in hoofde van hun functie. Ik denk dat we heel veel mensen zouden kunnen opsommen die misschien wel een extra regeling nodig hebben vooraleer zij opgeroepen kunnen worden als getuige.

Bent u bereid een initiatief te nemen om artikel 510 van het Wetboek van strafvordering aan te passen, zodanig dat prinsen en prinsessen in de toekomst rechtstreeks opgeroepen kunnen worden als getuigen?

Als bijkomend element ontstaat er nu ook nog eens verwarring rond het koninklijk besluit zelf. Het parket vreest juridische problemen omdat het koninklijk besluit niet correct zou preciseren hoe de prins verhoord moet worden. Door mijn voorstel hoeven we dat in de toekomst ook niet meer mee te maken. We kunnen gewoon artikel 510 wijzigen. Prinsen en prinsessen rechtstreeks kunnen laten getuigen, lijkt mij in deze democratie geen abnormale zaak. Ik had graag uw mening daarover gekend.

08.11 Minister Laurette Onkelinx: De eerste vraag was waarom ik een rapport heb gevraagd aan de procureur-generaal. Sedert verschillende weken hebben getuigenissen in de media de werking van justitie in het dossier in vraag gesteld dat momenteel wordt onderzocht door de achttiende kamer van de correctionele rechtbank te Hasselt. Als gevolg van deze getuigenissen – ik veronderstel dat de heer Van Parys op de hoogte is van de vraag die zijn kartelgenoot, de heer De Groote, heeft gesteld – hebben politieke mandatarissen aangekondigd dat ze de minister van Justitie zouden ondervragen, met name om te weten of ik mijn positief injunctierecht zou gebruiken om – ik citeer de heer De Groote – “de betrokkenheid van de prins alsnog te onderzoeken”. Het is dan ook normaal dat ik als gevolg van deze interpellatie de procureur-generaal van Antwerpen heb gevat om alle nuttige inlichtingen te verkrijgen.

Bovendien past dit verzoek om een rapport zoals alle andere verzoeken in het kader van artikel 151 van de Grondwet dat onder meer stelt dat de minister van Justitie “het recht heeft om de vervolging te bevelen en om de bindende richtlijnen van het strafrechtelijk beleid, inclusief die van het opsporings- en vervolgingsbeleid, vast te leggen”. Deze grondwettelijke bepaling machtigt de minister van Justitie om te

waken over de goede werking van de justitie en om zijn of haar positief injunctierecht te gebruiken indien het openbaar ministerie weigert te vervolgen in het belang van de maatschappij.

Op 19 december 2006 heb ik het rapport van de procureur-generaal van Antwerpen gevraagd. Ik ontving het op 8 januari 2007. Het vermeldt de chronologie van de feiten evenals de staat van voortgang van de procedure op gerechtelijk vlak. In haar rapport geeft de procureur-generaal de feiten en het verloop van de procedure voor de correctionele rechtbank weer. Aan het rapport zijn informatienota's toegevoegd waarvoor ze de strikte naleving van de vertrouwelijkheid heeft gevraagd. Deze vertrouwelijkheid is des te belangrijker omdat het gerechtelijk dossier nog steeds lopende is.

Ten slotte is het op dit moment van de gerechtelijke actie aan de rechter om ten gronde te besluiten of er al dan niet bijkomende onderzoeksmaatregelen nodig zijn. Momenteel heb ik niet tussenbeide te komen in dit dossier. Ik wil tevens benadrukken dat de procureur des Konings, die uiteraard behoort tot de rechterlijke orde, bij het voeren van zijn onderzoek onafhankelijk is en geen enkele injunctie krijgt van mijn kant.

De tweede vraag ging over de toepassing van artikel 510 van het Wetboek van strafvordering. Dit artikel stelt dat "de prinsen of prinsessen van koninklijken bloede en de minister van Justitie nooit als getuigen kunnen worden gedagvaard, zelfs niet voor de debatten die ten overstaan van de jury worden gehouden, tenzij de Koning op verzoek van een partij en op verslag van de minister van Justitie bij bijzonder besluit die verschijning toelaat".

Op 4 januari 2007 deelde de advocaat van de heer Vaessen mij via een naar mijn kabinet gestuurde fax mee dat hij de procedure voorzien in artikel 510 van het Wetboek van strafvordering in werking wou stellen ten aanzien van prins Laurent om hem te laten verschijnen als getuige bij de thans lopende zaak.

Zoals ik u reeds heb gezegd, behoort het niet aan de minister van Justitie om zich te mengen in een lopende gerechtelijke procedure. Het rapport dat is voorzien in het voornoemde artikel 510 mag geen enkele beoordeling bevatten over de grond van het dossier. Het is gewoon bedoeld om na te gaan of een dergelijke ondervraging klaarblijkelijk niet onredelijk is en of ze van aard is om bij te dragen tot het aan het licht komen van de waarheid.

Om te kunnen ingaan op het verzoek gebaseerd op het voornoemde artikel 510 is het noodzakelijk dat de minister van Justitie een rapport bezorgt aan de Koning en dat er een bijzonder koninklijk besluit wordt opgesteld waarbij het verschijnen van de prins wordt toegelaten.

Rekening houdend met de informatie die me werd bezorgd, vond ik dat het verzoek van de raadsman van de heer Vaessen niet onredelijk was. Ik was ook van mening dat een dergelijke ondervraging het aan de gerechtelijke autoriteiten mogelijk zou maken om aan de betrokken partijen het recht op een eerlijk proces te garanderen.

Dit is des te meer steekhoudend indien men bij het onderzoeken van het voornoemde artikel 510 rekening houdt met de vereisten van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden waarvan artikel 6 de minimumwaarborgen bevat inzake de rechten van de verdediging.

Alhoewel het Europees Hof voor de rechten van de mens in zijn arrest van 7 juli 1989 in de zaak van het Koninkrijk België versus Briquemont onderstreepte dat een bijzondere reglementering het ondervragen of verhoren van hooggeplaatste personen van de Staat kan gebaseerd zijn op objectieve redenen zonder in aanvaring te komen met artikel 6 van het Verdrag, vestigde het Hof er de aandacht op dat het ontbreken van een globale confrontatie met prins Karel ter zake schadelijk had kunnen zijn voor de verdediging van de twee personen die betrokken waren bij zijn strafrechtelijke klacht.

De heer Noël Vaessen wordt op dit moment strafrechtelijk vervolgd op basis van verschillende betichtingen. Bijgevolg was het aangewezen om het de betrokken jurisdicties mogelijk te maken na te gaan of hij ten aanzien van artikel 6, § 3, d, van het verdrag moet genieten van het recht prins Laurent te ondervragen of te laten ondervragen. Indien die jurisdicties van mening zijn dat het horen van de prins een voorwaarde is voor een eerlijk proces moeten alle publieke overheden ervoor zorgen dat dit juridisch mogelijk is.

Zoals u weet, aanvaardde de Koning op 5 januari het koninklijk besluit te ondertekenen. Het werd daarna betekend aan de raadsman van de heer Vaessen, aan de raadsman van prins Laurent, aan de procureur

des Konings te Hasselt, aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt en aan de andere betrokken partijen.

Avant d'en arriver à la dernière question, je voudrais dire un mot sur les magistrats de presse. Je me garderai bien de juger le travail réalisé par le magistrat de presse en charge à Hasselt. Je vous dirais qu'en règle générale et dans divers dossiers, j'ai pu remarquer qu'il y avait parfois matière à réflexion pour revoir le statut des magistrats de presse.

De vraag gaat over de opportuniteit om artikel 510 en volgende te veranderen. Artikel 510 en volgende maken samen met andere bepalingen het specifieke statuut uit van de kinderen van de Koning. Een algemene reflectie van dit statuut lijkt mij interessant, maar moet volgens mij worden losgekoppeld van het gerechtelijke dossier dat ons vandaag bezighoudt. Daarom zal ik vandaag dit debat niet aangaan.

08.12 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Wat dat laatste betreft, mevrouw de voorzitter, dat was ook mijn vraag niet. Ik besef zeer goed dat het hier vandaag over juridische aangelegenheden gaat. Daar heeft het voor mij trouwens altijd over gegaan. De vrijblijvende nummertjes van de sp.a zijn niet zo heel interessant.

Wat wel bijzonder is: wij vieren vandaag een bijzonder feit, mevrouw de voorzitter van de commissie voor de Justitie. Het is volgens mij de eerste keer in de geschiedenis van paars sinds 1999 dat de minister van Justitie, in ieder geval wat mevrouw Onkelinx betreft, het positief injunctierecht toepast. Dat is belangrijk, dat is historisch. Wat ik daar wil aan toevoegen is het volgende. Al wat ik in december daar reeds over zegde, namelijk dat het niet onredelijk zou zijn dat de prins vrijwillig zou tussenkomen in die zaak, dat de eerste minister door mij werd opgeroepen om Laurent te vragen dat hij vrijwillig zou tussenkomen, dat het ook te maken had met de rechten van de verdediging van degenen die beweerden dat de prins er iets mee te maken had, dat al die stellingen van Annemans en het Vlaams Belang in december, nu worden gevolgd. Kennelijk niet enkel door de procureur-generaal in zijn rapport, maar ook door mevrouw de minister en uiteindelijk ook door de regering. Het is dus soms wel nuttig om twee of drie keer op dezelfde nagel te kloppen, wat ik dan ook heb moeten doen.

Mevrouw de minister, er zullen wel bijlagen zijn die u niet moet overhandigen aan de Kamer, maar strikt genomen moet het rapport van de procureur-generaal voor ons ter beschikking zijn. Ik vraag formeel naar dat rapport van de procureur-generaal. Ik stel vast dat er toch heel vreemd gedrag is bij de procureur in Hasselt. Ik verneem net via VRT-nieuwsnet dat de procureur zelf de zitting heeft geopend met een fel pleidooi om Laurent te moeten en te kunnen en te zullen horen. Die plotse wissel van de heer Rubens zal ik aandachtig beluisteren. Ik denk dat die mogelijk door de procureur-generaal kan opgelegd zijn en daarom zou ik graag hebben dat u mij dat rapport bezorgt.

Ten tweede, over het tweede dossier, het dossier-bis, hebt u niets gezegd. Waarom zegt u daar niets over? Luister goed, want het kan weer voorspellend zijn, mevrouw de voorzitter. Misschien zullen we binnen een maand weer zeggen: tiens, hij had weer gelijk. Het tweede dossier moet bestaan! Alle betrokkenen beweren en zeggen formeel dat zij in hun ondervragingen over de prins hebben gesproken, maar in hun dossier is daar niets van te merken. Dus het is waar wat zij zeggen, dat ze hetgeen ze daarover verklaarden rechtstreeks in een apart dossier zagen verdwijnen, een zogenaamd dossier-bis. Ik vraag nu aan mevrouw de minister: waar is dat dossier-bis? Is er een dossier-bis? Uiteraard antwoordt zij daar niet op, omdat er wel degelijk een dossier-bis is. We weten dat het bestaat, maar iedereen weet dat als zij dat toegeeft of als iemand zou toegeven dat er een dossier-bis zou bestaan, het kot veel te klein is. Dan houdt men deze procedure niet meer op de rails. Vandaar dat ik nu al aankondig dat ik op deze nagel zal blijven kloppen, tot net als al mijn vorige nagels ook die nagel in de plank zal zitten.

08.13 Patrick De Groot (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, ik heb de vraag gesteld naar het positief injunctierecht - en ik heb u daartoe aangemoedigd - omdat u als minister van Justitie door dit recht prioriteiten kan doordrukken door het parket te verplichten om bepaalde soorten wantoestanden te gaan onderzoeken. Op die manier kunt u bescherming van bepaalde personen door magistraten vermijden. Daarom heb ik u dit gevraagd. De heer Annemans stelde dat het de eerste keer is dat dit wordt gebruikt.

Mevrouw de minister, sta mij toe om toch zeer sceptisch te blijven over de gelijkheid voor de wet hier in dit land. In december van vorig jaar stelde u op een vraag van collega Casaer ook reeds dat citoyen Laurent volgens het grondwetsartikel beschikt over dezelfde rechten en plichten als gelijk welke andere burger.

Ik stel vast dat tussen droom en daad wetten en vooral veel praktische bezwaren staan. Het gaat om

praktische bezwaren die wij zelf hebben aangenomen. Er is het zeer verouderde artikel 510 dat, collega T'Sijen heeft het aangehaald, uit de tijd van Napoleon dateert, waarmee wij moeten werken. Daardoor worden bepaalde personen extra beschermd.

Ik rond af. Ik vind ook dat het gerechtelijk onderzoek niet zijn normale verloop heeft gekend, doordat het parket een getuige uit het onderzoek heeft gehouden. Ik hoop dat wij het vertrouwen in de rechtbank en in de justitie kunnen bevestigen en dat het proces verder een eerlijk verloop kent en dat wij binnenkort achter de ware toedracht komen.

08.14 Tony Van Parys (CD&V): Mevrouw de vice-eerste minister, ten eerste, ik stel inderdaad vast dat er een onderzoek van het onderzoek is geweest en dat er een rapport is gevraagd aan de procureur-generaal van Antwerpen. De vraag is natuurlijk wat daarvan de impact is geweest en wat daarvan de gevolgen zullen zijn. Ik meen dat wij daarop moeten terugkomen op het ogenblik dat het proces zijn beslag heeft gekregen omdat het een belangrijk element kan zijn bij de beoordeling van een aantal van de vragen die worden gesteld. Hoe dan ook zullen wij daarop terugkomen op het ogenblik dat men, na het proces, zich niet meer op de vertrouwelijkheid zal kunnen beroepen.

Ten tweede, wat het betrokken koninklijk besluit betreft, heb ik altijd beweerd dat ik daar geen probleem mee heb, omdat het naar mijn aanvoelen opportuun is dat de prins net als alle andere burgers gehoord kan worden en getuige kan zijn wanneer daartoe aanleiding bestaat.

Ten slotte, verheug ik mij, mevrouw de minister, in uw vaststelling dat ten aanzien van de persmagistraten er nog heel wat te doen is opdat de communicatie over zo'n belangrijk en gevoelig proces op behoorlijke manier kan gebeuren zodat wij niet een aantal zaken moeten horen waarvan wij af en toe moeten vaststellen dat zij manifest niet overeenstemmen met de elementaire eisen van een behoorlijke berichtgeving.

08.15 Koen T'Sijen (sp.a-spirit): Mevrouw de minister, ik wil kort enkele zaken aanhalen.

Ten eerste, in punt 77 heeft het Europees Hof voor de rechten van de mens inderdaad gezegd dat de procedure inzake getuigenverklaring door prinses, bepaald in het artikel 510, niet strijdig is met het artikel 6 van het Europees Verdrag ter bescherming van de rechten van de mens. Ik wijs er toch op dat in datzelfde arrest, in de punten 84 en 85, ook wordt gezegd dat de weigering van een confrontatie tussen de partijen een belangrijk element is inzake het recht op een eerlijk proces. Ik geef wel toe dat er nu een andere positie is dan ten tijde van het proces Briquemont – prins Karel, maar in ieder geval kan de weigering van de confrontatie toch wel strijdig zijn met de rechten van de verdediging. Dat staat in datzelfde arrest.

Ten tweede, ik neem akte van het feit dat u daarover een algemene reflectie wenst, of u verwijst ernaar dat dat interessant zou kunnen zijn. Principieel is dat voor spirit belangrijk, omdat ik al gezegd heb dat wij iedereen als gelijk voor de wet beschouwen. Ik zie niet in waarom er een extra bescherming nodig zou zijn. In welk land leven wij als de vader toestemming moet geven om zijn zoon te kunnen laten getuigen? Dat vind ik echt niet meer van deze tijd. Het is gewoon een principiële kwestie.

U zegt dat een algemene reflectie interessant is, maar ziet dat liever losgekoppeld van het gerechtelijk dossier. Ik hoop dat bij de verklaring tot herziening van de Grondwet dan toch alle artikels aangaande de monarchie voor herziening vatbaar worden verklaard, zodanig dat wij die reflectie in een volgende termijn ten gronde kunnen houden.

De **voorzitter**: Collega's, ik dank u voor de redelijke sereniteit en volwassenheid.

08.16 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): (...)

De **voorzitter**: Redelijk tevreden, mijnheer Annemans.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

09 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Annemie Roppe** aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de inwerkingtreding van de wetgeving op de strafuitvoeringsrechtbanken" (nr. 13581)

- de heer **Bart Laeremans** aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de invoering van de

strafuitvoeringsrechtbanken" (nr. 13583)

09 Questions jointes de

- Mme Annemie Roppe à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'entrée en vigueur de la législation relative aux tribunaux de l'application des peines" (n° 13581)

- M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'instauration des tribunaux de l'application des peines" (n° 13583)

09.01 Annemie Roppe (sp.a-spirit): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, op het terrein bestaat er grote onduidelijkheid omtrent de overgangsmatregelen en de inwerkingtreding van de wetgeving op de strafuitvoeringsrechtbanken en de externe rechtspositie van gedetineerden. Officieel is er nog geen datum van effectieve inwerkingtreding van deze wetten. De wet zelf bepaalt dat de artikelen in werking zullen treden op de door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op de eerste dag van de 24^{ste} maand na de maand waarin deze wet werd bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Mevrouw de minister, u zou hebben aangekondigd dat dit begin februari 2007 zou zijn, doch er zou nog geen KB zijn uitgevaardigd.

In de wetgeving zelf zijn een aantal overgangsmatregelen opgenomen, maar deze zijn niet zo concreet. Het is belangrijk dat diensten die slachtoffers of hun nabestaanden dienen te informeren, correcte informatie bezitten over de zeer concrete procedure die zal worden gevolgd in de overgangsfase en nadien. Het is immers belangrijk dat deze diensten slachtoffers concreet en correct kunnen informeren over hoe en wanneer alles zal verlopen, met de nieuwe wetgeving en tijdens de overgangsfasen. Zo blijven er vragen bestaan omtrent slachtoffers waarvan de dader in het voorjaar van 2007 bijvoorbeeld in aanmerking zou komen voor voorwaardelijke invrijheidstelling. Wanneer zullen dossiers worden bezorgd aan de strafuitvoeringsrechtbanken? Welke dossiers zullen nog worden behandeld door de VI-commissies? Hoe concretere informatie de diensten van Slachtofferhulp kunnen geven aan slachtoffers of nabestaanden, hoe meer vertrouwen deze personen zullen hebben in de werking van Justitie. Dat is ook in deze materie belangrijk.

Vandaar mijn vragen aan de minister.

Ten eerste, in welke inwerkingsdatum wordt voorzien?

Ten tweede, wat gebeurt er met de dossiers in de overgangsfase?

Ten derde, op welke wijze worden de diensten die met slachtofferhulp bezig zijn, tijdig en voldoende geïnformeerd?

09.02 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, aanvullend op de vraag die zonet werd gesteld, wij hebben vastgesteld dat u een schrijven werd gericht van iemand van de Hoge Raad voor de Justitie, namelijk de heer Vervaeke, in verband met de strafuitvoeringrechtbanken en de desastreuze gevolgen, zoals wij kunnen lezen in een bepaalde krant, van die inwerkingtreding. Men is namelijk helemaal niet tijdig klaar.

De heer Vervaeke stelt dat de commissies een veel grotere werklast zullen hebben dan de huidige vrijlatingcommissies. Dat is iets waarvoor destijds de vrijlatingcommissies in hun aanbevelingen en adviezen aan de commissie voor Justitie zeer zwaar hebben gewaarschuwd. Er wordt ook op gewezen dat enkele uitvoeringsbesluiten nog steeds niet verschenen zijn in het Staatsblad.

Mevrouw de minister, mijn vragen zijn de volgende.

Ten eerste, kunt u een overzicht geven van de concrete verwachte werklast van de nieuwe strafuitvoeringrechtbanken? Ook al is het slechts beperkt tot de gestraften vanaf drie jaar, dan nog is er een duidelijk verschil, zo stelt de heer Vervaeke. In welke mate zal deze werklast verschillen van de huidige vrijlatingcommissies? Hoe reageert u op de kritiek van de heer Vervaeke?

Ten tweede, hoever staat het met de bemanningen van deze strafuitvoeringrechtbanken? Hoeveel mensen werden er reeds benoemd? Zullen alle benoemingen rond zijn tegen 1 februari?

Ten derde, krijgen deze magistraten en personeelsleden nog een opleiding voor hun nieuwe functie?

Ten vierde, welke uitvoeringsbesluiten moeten er nog verschijnen? Tegen wanneer zal dit gebeurd zijn?

Ten slotte, zullen de nieuwe strafuitvoeringsrechtbanken daadwerkelijk op 1 februari van start kunnen gaan en zo niet, wanneer dan wel?

09.03 Minister **Laurette Onkelinx**: Mevrouw de voorzitter, ik kan nogmaals bevestigen dat alle nodige maatregelen genomen zijn om ervoor te zorgen dat de strafuitvoeringsrechtbanken daadwerkelijk op 1 februari 2007 in werking treden. De belangrijkste maatregelen zijn de volgende.

Ten eerste, de overgangsmaatregelen die genomen werden in het raam van de wet houdende diverse bepalingen opdat de uitstelbeslissingen van de personeelsconferenties en die van de commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling geldig blijven na de inwerkingtreding van de wetten van 17 mei 2006. Dat zal vermijden dat de strafuitvoeringsrechtbanken van bij de start ervan worden verzadigd.

Ten tweede, er moet aan herinnerd worden dat er thans zes commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling zijn en dat er vanaf 1 februari negen kamers van de strafuitvoeringsrechtbanken zullen zijn, zodat men de hele werklast efficiënt kan opvangen. De gevangenen werden over de negen kamers van de strafuitvoeringsrechtbanken verdeeld, zodat elke kamer een gelijkaardige werklast krijgt.

Ten derde, alle nodige koninklijke besluiten worden thans onderzocht door de Raad van State, of zullen deze week worden onderzocht. Zij waren het voorwerp van een akkoord in de schoot van de werkgroep die voor de oprichting van de strafuitvoeringsrechtbanken werd opgericht met de huidige magistraten van de commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling en met de vertegenwoordigers van het College van procureurs-generaal, van de hoven van beroep en van de rechtbanken van eerste aanleg.

Ten vierde, het onderzoek van de bijzitters is afgelopen en de achttien laureaten voor de negen kamers werden aangeduid. Het benoemingsbesluit zal half januari worden gepubliceerd.

Ten vijfde, ook de aanwijzingsprocedure van de magistraten is bijna afgerond. Er werden twee opleidingen georganiseerd, samen met de Hoge Raad voor de Justitie om de kandidaat-magistraten voor te bereiden op hun nieuwe functies.

Ten zesde, elk van de negen kamers van de strafuitvoeringsrechtbanken zal zijn samengesteld uit een magistraat, twee bijzitters, een magistraat van het openbaar ministerie, een adjunct-griffier, een parketsecretaris en een administratieve bediende.

Bovendien zullen alle personen die momenteel een contract hebben om het secretariaat van de commissies voorwaardelijke invrijheidstelling te verzorgen, een nieuw contract krijgen om in de strafuitvoeringsrechtbanken te worden geïntegreerd.

Ten zevende, de nodige materiële middelen werden besteld en zullen in de loop van de maand januari beschikbaar zijn.

Ten achtste, inzake de lokalen werd ofwel een voorlopige ofwel een definitieve oplossing gevonden zodat de negen geplande kamers vanaf 1 februari 2007 operationeel kunnen zijn.

Meer bepaald inzake de slachtoffers verbind ik mij ertoe om alle nodige maatregelen te nemen zodat ze effectief alle informatie kunnen verkrijgen om hen toe te laten hun rechten in de beste mogelijke omstandigheden uit te oefenen. Zo zal er onder meer de komende dagen, in samenwerking met het College van procureurs-generaal, een werkgroep worden opgericht om de informatieprocedures van de slachtoffers te verbeteren in elk stadium van de strafprocedure. Er zullen bij de Justitiehuisen eveneens justitieassistenten worden aangeworven om dit aspect van de wet ten laste te nemen.

Het koninklijk besluit inzake de rechten van de slachtoffers werd opgesteld samen met de magistraten van de huidige commissies voorwaardelijke invrijheidstelling, met vertegenwoordigers van het College van procureurs-generaal en met de dienst Slachtofferonthaal van de Justitiehuisen. Zodra het definitief zal zijn goedgekeurd, zal het uiteraard zo ruim mogelijk worden verspreid bij alle betrokken actoren, inclusief bij alle diensten voor onthaal en hulp aan slachtoffers.

Het koninklijk besluit in kwestie bepaalt expliciet dat de slachtoffers die betrokken werden bij de procedure van de voorlopige invrijheidstelling vóór het van kracht worden van de nieuwe wet, indien zij dat wensen, van dezelfde informatie en rechten zullen kunnen genieten als de anderen.

De **voorzitter**: De heer Laeremans heeft het woord.

09.04 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, ik dank u om mij het woord te geven.

De **voorzitter**: Ik vergiste mij; het woord is aan mevrouw Roppe. het is bijna een gewoonte dat ik mij tot u richt, mijnheer Laeremans!

09.05 Annemie Roppe (sp.a-spirit): Sommige gewoontes zijn inderdaad gevaarlijk, mevrouw de voorzitter.

Mevrouw de minister, de invalshoek voor deze vragen was inderdaad verschillend. Collega Laeremans had het veeleer over de werking van de rechtbanken en alles wat daarmee te maken heeft. Mijn invalshoek was wel degelijk de slachtoffers. Het is opvallend dat dergelijke aspecten veel minder mediabelangstelling krijgen dan een prins in dit koninkrijk.

Ik dank de minister alleszins voor haar antwoord. Zij heeft duidelijk heel veel aandacht besteed aan de toekomstige werking, samenstelling en opleiding voor die rechtbanken. Met genoegen stel ik echter vast dat ook aandacht is gegeven aan de slachtoffers. Ik kijk met belangstelling uit naar het KB dat ter zake zal verschijnen.

De informatie aan Slachtofferhulp en de opvang van de overgangsmaatregelen, specifiek wat de slachtoffers betreft, is blijkbaar toch in goede banen geleid.

09.06 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord maar ik heb in feite op mijn belangrijkste vraag geen antwoord gekregen, te weten welke concrete werklust er nu wordt verwacht voor die nieuwe strafuitvoeringsrechtbanken. Gezien de nieuwe wet en gezien de extra taken zal die immers verschillen van die van de vrijlatingscommissies. U kunt wel zeggen dat men van zes naar negen kamers gaat, maar zeker in het begin, met een totaal nieuw systeem, zou het wel eens kunnen dat die mensen meteen van bij de aanvang, ook zonder de zaken tot drie jaar, overspoeld zullen worden en direct met een achterstand zullen zitten.

De heer Vervaeke heeft u daarover aangeschreven en u met een aantal zeer pertinente feiten geconfronteerd. Ik neem aan dat die brief geen staatsgeheimen bevat. Ik had graag, mevrouw de minister, een kopie van die brief gekregen en van uw antwoord, voor zover u een antwoord zou hebben gegeven. Dat zou toch veel meer licht werpen op de zaak.

Ten tweede, u zegt dat we van zes naar negen kamers gaan. Tenzij ik mij vergis, weten wij eigenlijk niet goed waar die drie extra strafuitvoeringsrechtbanken zullen komen. Wij weten dat er een per ressort is en bij het hof van beroep te Brussel II, maar wat die drie bijkomende kamers betreft heb ik u misschien verkeerd begrepen. Ik dacht niet dat er al was gezegd waar die drie bijkomende zullen komen. Zijn dat een soort vliegende strafuitvoeringsrechtbanken die overal het overtollig aantal zaken zullen behandelen, zodat u nu al kunt zeggen dat elke kamer ongeveer evenveel zaken zal hebben? Hoe komt u ertoe om te zeggen dat alle negen kamers ongeveer dezelfde werklust zullen hebben? Zal er een verschuiving zijn van de ene kamer naar de andere? Kan dat juridisch wel? Daar had ik toch graag wat verduidelijking over gekregen. Een bijkomende vraag in dat verband is waar de drie nieuwe strafuitvoeringsrechtbanken zullen gevestigd zijn.

De **voorzitter**: Mijnheer Laeremans, daarop zal schriftelijk worden geantwoord.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

10 Question de Mme Marie-Christine Marghem à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le recrutement des référendaires près les cours d'appel et près les tribunaux de première instance" (n° 13486)

10 Vraag van mevrouw Marie-Christine Marghem aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de werving van referendarissen bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg" (nr. 13486)

10.01 Marie-Christine Marghem (MR): Madame la présidente, madame la ministre, je ne dois pas vous rappeler que l'engagement de référendaires et juristes de parquet est une mesure utile et efficace qui permet d'améliorer la qualité et la quantité du travail des magistrats et la productivité de leur juridiction. Cela a un impact positif au regard de la résorption de l'arriéré judiciaire.

M. Malmendier a déjà eu l'occasion de vous interroger sur cette question les 22 février et 22 novembre 2005. Il ressortait de vos réponses que la publication des places vacantes de référendaires et juristes de parquet n'était envisageable qu'une fois connue la nouvelle répartition entre les référendaires et juristes de parquets qui devait être réalisée de commun accord par le Collège des procureurs généraux et le Collège des premiers présidents.

Budgétairement, les moyens octroyés au 1^{er} octobre 2005 concernaient 246 personnes, soit 174 juristes de parquet et 72 référendaires. En décembre 2005, les conclusions des discussions provenant du Collège des procureurs généraux et du Collège des premiers présidents n'étaient toujours pas connues. En d'autres termes, l'engagement de ces référendaires était suspendu aux résultats de ces discussions.

Qu'en est-il aujourd'hui, alors qu'il semble que de nombreux lauréats du dernier examen organisé en 2002-2003 n'aient pas encore été recrutés à l'heure actuelle? Vous aviez cependant précisé qu'aucun nouvel examen ne serait organisé avant que la réserve actuelle ne soit épuisée.

Madame la ministre, confirmez-vous ma lecture de la modification législative intervenue le 10 août 2005 portant sur la validité de la réserve de référendaires, session 2002-2003, jusqu'en 2008-2009?

Disposez-vous des résultats des discussions des collèges des procureurs généraux et des premiers présidents sur la répartition à opérer entre les deux corps de magistrats? Si oui, voudriez-vous nous les communiquer ou nous en informer? Si non, pensez-vous pouvoir en disposer bientôt?

Dans la marge budgétaire prévue, des engagements de référendaires ont-ils déjà eu lieu? Combien de places reste-t-il à pourvoir et peut-on s'attendre à ce qu'elles le soient rapidement?

10.02 Laurette Onkelinx, ministre: Conformément à l'article 285bis du Code judiciaire, les lauréats d'un concours de recrutement conservent le bénéfice de leur réussite pendant trois ans à compter de la date du procès-verbal de concours. Le ministre de la Justice peut prolonger la durée de validité de cette réserve de recrutement. Depuis la modification de cette disposition apportée par la loi du 10 août 2005, cette prolongation peut effectivement s'opérer en trois périodes d'un an. La durée de validité des concours est dès lors de six ans au maximum. Cette disposition est applicable aux concours de référendaires par l'article 206bis du Code judiciaire.

Par arrêté ministériel du 28 novembre 2006, j'ai prolongé pour une deuxième période d'un an la durée de validité de la réserve de recrutement du concours de référendaires près des cours d'appel et des tribunaux de première instance dont le procès-verbal a été clôturé le 27 février 2003, soit jusqu'au 26 février 2008. L'article 285bis du Code judiciaire permet encore de prolonger la durée pour une troisième et dernière fois, jusqu'au 26 février 2009.

Sur la base de la délibération au sein du Collège des procureurs généraux et du Collège des premiers présidents, douze places de référendaires ont entre-temps été déclarées vacantes: au Moniteur belge du 19 octobre, une place pour le ressort de la cour d'appel de Mons; au Moniteur belge du 20 novembre, 4 places pour le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, une place pour la cour d'appel de Gand et 5 places pour le ressort de la cour d'appel de Liège; au Moniteur belge du 4 décembre, une place pour le ressort de la cour d'appel d'Anvers.

Avec ces publications, toutes les places possibles ont été déclarées vacantes. On peut donc s'attendre à ce que ces places soient pourvues rapidement. La nomination à Mons a d'ailleurs déjà été effectuée.

10.03 Marie-Christine Marghem (MR): Madame la ministre, en ce qui concerne la discussion et la répartition qui doit intervenir, et qui résulte en fait de la décision du Collège des procureurs généraux et du Collège des premiers présidents, avez-vous déjà un résultat? Si oui, pouvons-nous en avoir connaissance?

10.04 Laurette Onkelinx, ministre: C'est une discussion difficile car chacun prêche pour sa chapelle!

10.05 Marie-Christine Marghem (MR): Évidemment!

10.06 Laurette Onkelinx, ministre: Que ce soit pour les référendaires ou les juristes de parquet, il faut trouver des arbitrages entre parquets et sièges et entre arrondissements. Nous avons trouvé un modus vivendi et ceci en est la concrétisation.

10.07 Marie-Christine Marghem (MR): Je comprends.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

11 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de opvolging van de probatievoorwaarden ten aanzien van seksuele delinquenten" (nr. 13610)

11 Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le suivi des conditions de probation imposées aux délinquants sexuels" (n° 13610)

11.01 Tony Van Parys (CD&V): Mevrouw de minister, de aanleiding van mijn vraag is een feit tijdens de kerstvakantie, waarbij het elfjarig dochtertje van het hoofd van de cel Vermiste Personen van de federale politie zelf benaderd werd door een pedofiel op de ijspiste in Gent. Er is gebleken dat de man in kwestie reeds eerder twee veroordelingen had opgelopen voor zware zedenfeiten. Een eerste veroordeling betrof aanranding van de eerbaarheid, waarbij in een behandeling was voorzien in het kader van de seksuele problematiek. Een tweede veroordeling betrof een brutale verkrachting van een meerderjarig meisje, wat heeft geleid tot twee jaar effectief gevangenisstraf en een jaar met uitstel. De man in kwestie was voorwaardelijk vrij sinds begin 2006. Naar aanleiding van het recente incident is de man niet aangehouden, omdat, volgens de parketwoordvoerder, hij geen nieuwe strafbare feiten had gepleegd. Hoe dan ook rijst de vraag naar de naleving en de opvolging van de probatievoorwaarden.

Wat waren de voorwaarden van de voorwaardelijke invrijheidstelling? Hoe werd de naleving van die voorwaarden gecontroleerd? Hoeveel dossiers moest de betreffende justitieassistent behandelen? Zal het parket de herroeping van de voorwaardelijke invrijheidstelling vorderen?

Hoe zal de minister om recidive te voorkomen het toezicht op de naleving van de probatievoorwaarden door seksuele delinquenten beter organiseren? Ik kan mij niet voorstellen dat de feiten zonder gevolg zouden blijven.

11.02 Minister Laurette Onkelinx: Mijnheer Van Parys, het is mij niet veroorloofd om informatie te onthullen over de uitspraak inzake het dossier waarover u spreekt.

Ik kan u echter wel verzekeren dat de probatiebegeleiding van de betrokkene van zeer nabij door de aangewezen justitieassistent werd opgevolgd, aangezien de betrokkene eenentwintig keer werd gezien sinds het begin van de begeleiding, elf maanden geleden.

Volgens de inlichtingen, die mij werden bezorgd door de directeur van het justitiehuis te Gent, hebben de justitieassistenten die zich bezighouden met de follow-up van de probatiebegeleiding, een geheel normale werklast van ongeveer vijftig dossiers.

Ten tweede, ik kan u meedelen dat ik, in het kader van de begroting 2007, de aanwerving heb verkregen van vijftien bijkomende justitieassistenten, specifiek voor de begeleiding van problematisch seksueel delinquenten. Zij zullen wekelijks worden gezien, zodat eventuele problemen heel snel kunnen worden gedetecteerd en snel ter beslissing aan de gerechtelijke overheden kunnen worden voorgelegd.

Momenteel is de eerste examenproef aan de gang voor de aanwerving van justitieassistenten. Zodra die laureaten bekend zullen zijn, zullen er vijftien op contractuele basis aangeworven kunnen worden, zodat we zo snel mogelijk operationeel zijn.

In het kader van de wet houdende diverse bepalingen, die zopas is aangenomen, werden overigens kortere termijnen vastgelegd, zodat de strafuitvoeringsrechtbank snel kan reageren wanneer moeilijkheden worden vastgesteld en gesignaleerd door de justitieassistent die belast is met de begeleiding van de voorwaardelijk in vrijheid gestelde personen.

In het kader van de BPR-wet op de justitiehuisen, die eveneens zopas is goedgekeurd, werd uiteindelijk ook een overlegstructuur geïnstitutionaliseerd die de verbetering van de samenwerking en de coördinatie inzake de opvolging van de vrijgelatenen of van de veroordeelden op probatie voor alle betrokken actoren mogelijk moet maken.

11.03 Tony Van Parys (CD&V): Ik dank de minister voor haar antwoord.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

12 Vraag van de heer Claude Marinower aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de overbevolking in de gevangenis van Vorst" (nr. 13616)

12 Question de M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la surpopulation à la prison de Forest" (n° 13616)

12.01 Claude Marinower (VLD): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, vorige week las ik andermaal een bericht over een probleem in de gevangenis van Vorst. De titel was: "Gevangenis van Vorst heeft matrassentekort".

Mevrouw de minister, u zal zich herinneren dat ik u een paar maanden geleden ondervraagd heb naar aanleiding van een passage van een vrij hoge ambtenaar in de gevangenis in Vorst, die daar een aantal foto's had buiten gesmokkeld. Wij waren het er allemaal over eens dat de toestand die daar heerste volkomen onaanvaardbaar was.

Ik stel mij ten eerste volgende vraag. Het zijn hier de mensen van de vakbond die dat aan bod hebben laten komen. Ik vraag mij af of uw diensten daarvan, als de vakbond daarop niet zou gereageerd hebben, in kennis zouden zijn gesteld. Of is dat ook te wijten aan een toevalligheid?

Ik geef enkele elementen. Er zijn 640 in plaats van 450 gevangenen. Er zijn matrassen voorzien voor 610 gevangenen. Er wordt, op basis van de budgetten, gekookt voor ongeveer 600 mensen. Ik heb gelezen dat er sindsdien een aantal overplaatsingen zijn geweest, dat er een aantal tijdelijke oplossingen zijn.

Ik heb mij eens nader geïnformeerd over de situatie in Vorst. Er zijn twee vleugels nog niet vernieuwd. Gedetineerden hebben geen stromend water in hun cel. Zij hebben geen toilet. Er staat één emmer ter beschikking, die één keer per 24 uur mag worden geleidigd, ongeacht of de gevangene ziek is of niet.

Blijkbaar krijgen de gedetineerden, waaronder toch een aantal forse mannen, vrij weinig te eten. Degenen die over de mogelijkheden beschikken kunnen zich in de kantine van iets voorzien, de anderen kunnen dat niet.

De verluchting van de douches is blijkbaar zo slecht, of onbestaande, dat de schimmel in dikke lagen op de muren zit. Op sommige plaatsen kunnen bepaalde douches niet meer worden gebruikt. De cellen naast die douches zijn ook onbruikbaar geworden wegens vocht in de muren en schimmel in de cellen. Mevrouw de minister, wij zijn het er allemaal over eens dat, als deze situatie geverifieerd zou worden en juist bevonden zou worden, huizen voor minder onbewoonbaar verklaard worden.

Wij hebben het hier niet over de overbevolking, maar over een fundamenteel recht op hygiëne en voeding. Wij hebben het reeds vaak gehad over de plannen waarin uw administratie voorziet. Ik heb het zelfs niet over de veiligheid. Ik heb het over fundamentele zaken. Wij hebben vorig jaar vrij lang gedebatteerd over de wet-Dupont. Dit zijn echter een aantal andere gegevens die vragen opwerpen.

Daarom heb ik een aantal vragen aan u. Is het aantal correct ten overstaan van de cijfers die vernoemd werden door de vakbond? Dat zal wel juist zijn, want sindsdien is er herhaaldelijk een aantal gevangenen overgebracht. Gisteren is er nog een aantal van Vorst naar Sint-Gillis gebracht.

Werpt de overbevolking organisatorische en logistieke problemen op, zoals de vakbondsleden hebben gesteld? Daarop zou ik graag een antwoord krijgen van u.

Wat is de toestand vandaag de dag, voor zover u over die cijfers beschikt, in de andere arresthuizen en

gevangenissen in het land?

Welke maatregelen voorziet u op korte termijn? Mevrouw de minister, ik weet het, wij hebben de plannen zelf goedgekeurd. Wij weten wat de plannen zijn op langere termijn. In verband met de dagdagelijkse reactie ten overstaan van zeer specifieke situaties zoals die in Vorst heersen en blijven heersen had ik graag van u vernomen welke maatregelen daar tegenover worden gesteld.

12.02 Laurette Onkelinx, ministre: Madame la présidente, à M. Marinower qui répète constamment "nous savons bien", j'ai envie de répondre que, comme moi, il connaît la situation dans les établissements pénitentiaires; nous en avons parlé ici une multitude de fois.

Je n'ai pas de baguette magique. Nous avons donc travaillé sur un plan global dont certaines dispositions seront réalisées à court terme, d'autres à moyen terme et d'autres encore à long terme. La situation est à ce point difficile que, chaque mois, le dossier revient en "kern" pour examiner l'état de chacune des dispositions prévues, dont certaines dépendent de moi et certaines de la Régie des Bâtiments ou d'autres départements.

La situation de certains établissements pénitentiaires relève parfois de la Justice, parfois de la Régie des Bâtiments quand il s'agit de construction, parfois partiellement de la Défense en cas d'aménagement de caserne. De plus, la ministre du Budget est toujours présente. Nous nous réunissons donc tous ensemble autour du premier ministre pour chercher à accélérer les processus.

En attendant, la situation est difficilement gérable. Pourtant, nous prenons certaines mesures en cas de réelle nécessité. Par exemple, voyez les dispositions que j'ai prises concernant les bracelets électroniques: à six mois de la fin de leur peine, certains détenus en bénéficient pourvu qu'il n'existe pas de contre-indication pour ce faire. Je vous en ai parlé à l'occasion d'une question posée tout à l'heure.

Nous travaillons donc dans une urgence d'autant plus importante que, le 4 janvier dernier, le nombre de détenus dans les prisons belges était de 9.725. C'est énorme. Pourtant, nous sommes aussi à un pic en matière de bracelets électroniques et à un pic étonnant en matière de peines de travail avec une augmentation fulgurante ces derniers mois. Ainsi, nous connaissons des pics pour tout ce qui concerne les peines alternatives.

Il faut aussi s'interroger sur les décisions prises par les cours et tribunaux, mais nous en restons tributaires. Vous connaissez bien les plans, tant de rénovation que de constructions nouvelles, les dispositions concernant les internés, les jeunes délinquants et tout ce qui est en route.

Pour en revenir à Forest, il est vrai que 638 détenus s'y sont trouvés réunis à un moment donné. Cela constitue donc un problème non seulement par rapport au chiffre négocié avec les organisations syndicales, mais aussi par rapport à la logistique et à l'organisation. Voilà pourquoi mon administration suit la situation de très près et tâche constamment de transférer certains détenus vers d'autres établissements dès l'apparition d'un pic.

En ce qui concerne la situation à la prison de Forest, tant l'administration que mon cabinet s'en sont occupés. À la date du 8 janvier 2007 (c'est-à-dire hier), le nombre de détenus est descendu à 618. C'est déjà mieux. Dans le courant de la semaine, d'autres détenus partiront encore de la prison de Forest vers d'autres établissements. On compte vraiment sur la solidarité des autres établissements qui, heureusement, est bien présente.

Quelques réalisations de travaux sont prévues. Par exemple, à la suite de l'incendie à la prison de Nivelles, une aile qui accueillait 70 détenus est inaccessible. Si je m'en souviens bien, d'ici la mi-janvier, les travaux devraient être terminés. Des annexes psychiatriques seront ouvertes; des extensions sont prévues à Paifve. J'espère que grâce à toutes ces modalités, nous pourrons encore gérer la situation pendant quelque temps, en attendant les grandes constructions.

12.03 Claude Marinower (VLD): Mevrouw de minister, wij hebben de problematiek inderdaad al een hele tijd gevolgd. Er zullen waarschijnlijk in de commissievergadering nog vragen over Merksplas komen naar aanleiding van recente publicaties.

Het probleem dat zich voordoet, is een structureel probleem en dat weten wij allemaal. U hebt het over 9.700, wat een overcapaciteit van vele tientallen procenten betekent. Als u over de cijfers beschikt, mevrouw

de minister, weet u ook dat het aantal voorhechtenissen in dat cijfer van 9.700 in vergelijking met Europese normen zeer hoog ligt. Het is net in de arresthuizen dat de grootste problemen soms optreden. Of het nu gaat om Antwerpen, Vorst of Sint-Gillis, al de oude gevangenis zijn daarop niet voorzien. Ik vrees dat er nog herhaaldelijk incidentjes of incidenten zullen zijn, maar dat weet u veel beter dan ik. Ik denk dat ter zake dan ook nog herhaaldelijk vragen zullen worden gesteld.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

13 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de man die tijdens zijn penitentiair verlof zijn vrouw vermoordde" (nr. 13618)

13 Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'homme qui a assassiné sa femme au cours de son congé pénitentiaire" (n° 13618)

De **voorzitter**: Dat zou een titel van een detectiveverhaal kunnen zijn, mijnheer Verherstraeten.

13.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Jammer genoeg blijkt het geen fictie te zijn, mevrouw de voorzitter.

Ik ga uit van wat ik tijdens de kerstperiode in de pers heb gelezen, mevrouw de minister. Een man maakte van zijn penitentiair verlof misbruik om zijn echtgenote om het leven te brengen. De betrokkene was blijkbaar iemand die in het verleden reeds zware straffen had opgelopen en geen onbekende was voor het gerecht.

Mijn vragen gaan specifiek over zijn gerechtelijk verleden en zijn gedrag in de gevangenis. Wanneer kwam hij in aanmerking voor penitentiair verlof? Wat waren de adviezen? Hoe vaak kreeg hij al penitentiair verlof? Wie heeft het dossier opgevolgd? Was dat de administratie, uzelf en/of uw kabinet? Betrof het een gevoelig dossier? Betrof het iemand die veroordeeld was wegens zware misdrijven?

13.02 Minister **Laurette Onkelinx**: Mevrouw de voorzitter, de betrokkene werd door de correctionele rechtbank te Brugge veroordeeld tot een gevangenisstraf van tien jaar wegens diefstal met geweld. Zijn huidige veroordeling heeft ook een resterend gedeelte van een vorige voorwaardelijke invrijheidstelling in uitvoering gebracht.

De betrokkene verbleef in de gevangenis te Gent en zijn detentiegedrag werd door de directie en het personeel als positief ervaren. Om deze reden werd hij in de gevangenis tewerkgesteld in een vertrouwensfunctie. De betrokkene verkeerde in de voorwaarden voor penitentiair verlof sedert 28 augustus 2005. Hij genoot zijn eerste penitentiair verlof op 18 maart 2006. Sedert 2 mei 2006 genoot hij van het regime van halve vrijheid nadat hij reeds verschillende uitgangspersmissies en verlopen had genoten. Tijdens zijn halve vrijheid genoot betrokkene nog eens van dertig periodes van systematisch penitentiair verlof. Zowel de halve vrijheid als de verlopen verliepen zonder problemen, tot op het moment van de dramatische gebeurtenissen. Het dossier werd door mijn administratie behandeld, omdat het om een correctioneel dossier gaat, dat niet als problematisch werd ervaren. Alle strafuitvoeringsmodaliteiten werden zowel door de lokale directie en PSD als door de dienst Individuele Gevallen geëvalueerd. Mijn kabinet werd niet betrokken in dit dossier.

13.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Mevrouw de voorzitter, ik dank de minister voor haar antwoord. Wij betreuren met z'n allen samen de feiten die zich hebben afgespeeld.

De **voorzitter**: Absoluut.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

14 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de toestand in de gevangenis van Merksplas" (nr. 13620)

14 Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la situation dans la prison de Merksplas" (n° 13620)

14.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, het is niet de eerste keer dat de gevangenis van Merksplas en haar personeel onder vuur komen te staan na anonieme klachten.

Het is ook niet de eerste keer dat de gevangenis van Merksplas in opspraak komt omwille van de logistieke omstandigheden. Ik denk ook dat tegenover de aandacht voor wat in de media is verschenen, de acties en reacties van het personeel staan. Zij stellen op hun beurt dat zij meermaals het slachtoffer zijn van gewelddaden en dat het verhaal veeleer een omgekeerd verhaal is.

Sommige collega's hebben deze instelling reeds meermaals bezocht en we hebben daar de dramatische omstandigheden kunnen aanschouwen waarin gedetineerden moeten verblijven en waarin het personeel moet werken.

We hebben reeds in het verleden vragen gesteld met betrekking tot de kaders en de invulling ervan.

Mevrouw de minister, ik wil vandaag de volgende vragen stellen. Hebt u kennis gekregen van het rapport van de toezichtscommissie waarin men het heeft over lamenteerbare huisvesting, vertragingen in dossiers voorwaardelijke invrijheidstelling en eventuele mishandelingen? Zult u hieromtrent acties ondernemen? Ik verneem dat er vandaag gesprekken zouden plaatsvinden. Is uw kabinet daarbij betrokken? Wat hebt u ondernomen sinds de vorige klachten? Hoe verhoudt het huidige personeelsbestand zich ten opzichte van de kaders voor alle functies - zowel directie, psychosociale en administratieve functies, als cipers en andere? Zijn de kaders opgevuld? Wat zal dit jaar worden ondernomen inzake kaderuitbreiding?

Wat de gevangenispopulatie en de capaciteit betreft, de regering had de intentie om twee prefabgebouwen voor zestig geïnterneerden in Merksplas te plaatsen om de geïnterneerden die in Antwerpen verblijven naar daar te verhuizen. Wat is de timing hiervoor? Zal dat in de loop van 2007 gebeuren? Wordt hiervoor extra personeel uitgetrokken? Tegen wanneer kunnen die worden aangeworven? Welke onderhoudsinvesteringen verlopen er in 2007? Wat is de kostprijs daarvan? Wat zult u met Merksplas doen na de bouw van de nieuwe centra voor geïnterneerden in Antwerpen en Gent? Er was destijds een project om op de terreinen van Merksplas een nieuwe gevangenis te bouwen. Wat is de stand van zaken wat dat betreft?

14.02 Minister **Laurette Onkelinx**: Mevrouw de voorzitter, ik heb kennisgenomen van het artikel in De Standaard waarin de strafinrichting te Merksplas onder vuur genomen wordt na anonieme klachten. Het rapport van de commissie van toezicht, waarnaar het artikel verwijst, is mij nog niet bekend. Ik heb het nog niet gekregen.

De lokale directie van de strafinrichtingen en mijn administratie zijn een administratief onderzoek gestart om na te gaan of die klachten gegrond zijn. Ik wacht op dat onderzoek.

In haar jaarverslag van 2005 heeft de commissie van toezicht er melding van gemaakt dat de personeelskaders in de gevangenis te Merksplas onvoldoende ingevuld waren. Ik kan u melden dat er constant inspanningen worden geleverd om de kaders op te vullen, wat de verschillende beroepscategorieën betreft. Het bewakingskader en het medisch kader zijn volledig ingevuld. Wat de psychosociale dienst betreft, lopen de wervingen voor psychologen en maatschappelijk assistenten.

Voorts heb ik nog een aantal structurele maatregelen genomen om de selectie en de mutaties van het bewakingspersoneel beter te regelen, zodat er enerzijds een betere input van personeel is en anderzijds beter geanticipeerd kan worden op het vertrek van bepaalde personeelsleden.

Wat de timing betreft voor de uitbreiding met twee containerblokken voor zestig geïnterneerden die uit Antwerpen zouden komen, kan ik u meedelen dat op basis van het behoefteprogramma van de FOD Justitie de Regie der Gebouwen momenteel het aanbestedingsdossier uitwerkt om een algemene offerte te vragen ter realisatie van de modulaire units. De Regie der Gebouwen heeft mij tot op dit ogenblik nog geen timing van het project meegedeeld, maar ik ga ervan uit dat die units nog voor het einde van 2007 – j'espère bien – betrokken zullen kunnen worden.

Wat de onderhoudsinvesteringen in de loop van 2007 betreft, ik kan u meedelen dat in 2007 een reeks beveiligingswerken uitgevoerd zullen worden die prioritair vastgelegd werden op de vierde schijf 2006 van de Regie der Gebouwen. Het betreft in het bijzonder de veiligheidsomheiningen vooraan en achteraan de strafinrichting, de vervanging van alle celramen aan de voorzijde van de gevangenis en het vernieuwen van de celdeuren en traliewerken in de vleugels C en F.

In totaal worden aldus reeds voor meer dan 1,5 miljoen euro werken uitgevoerd. Bovendien dring ik bij de

Regie der Gebouwen aan op de vastlegging, begin 2007, van een reeks andere werken op het gebied van beveiliging, dakrenovaties, opfrissingswerken en de verbetering van de sanitaire installaties en douches. Deze aanvullende werken worden op meer dan 2 miljoen euro geraamd. De studies hiervan zijn ondertussen voltooid of alleszins voldoende ver gevorderd om spoedig tot vastlegging te kunnen overgaan.

Wat uw vraag betreft over de nieuwe bestemming van Merksplas na de bouw van de nieuwe centra voor geïnterneerden in Antwerpen en Gent, kan ik u zeggen dat de geïnterneerdenpopulatie uit de strafinrichting te Merksplas gefaseerd zal worden overgebracht naar de nieuwe instellingen. Dat betekent dat slechts één gedeelte van de strafinrichting te Merksplas vrijkomt tegen 2010, namelijk de paviljoenen die op dit ogenblik door geïnterneerden ingenomen worden. Op dat moment zal moeten worden overgegaan tot een grondige analyse met het oog op de renovatie van die vleugels om ze te herbestemmen afhankelijk van de behoeften waaraan dan prioriteit moet gegeven worden.

In 2002 heeft de Regie der Gebouwen een schetsontwerp uitgewerkt om nieuwe cellenvleugels met een totale capaciteit van 400 tot 450 gedetineerden te bouwen op de binnenkoer van de strafinrichting te Merksplas. Ik meen dat de haalbaarheid van dat project spoedig opnieuw zal moeten afgewogen worden in het raam van de globale herbestemming van de strafinrichting.

14.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Mevrouw de minister, ik dank de minister voor haar antwoord. We zullen de resultaten van het onderzoek afwachten en niet voorafgaandelijk mensen beschuldigen.

Mevrouw de minister, het lijkt mij wel evident – en ik heb daar geen antwoord op gehad – dat indien de zestig plaatsen in Merksplas er dit jaar daadwerkelijk komen er voor die extra capaciteit van zestig geïnterneerden ook personeel wordt voorzien. Ik zou er in elk geval voor pleiten dat dit gelijktijdig loopt. Ik pleit er hoe dan ook voor om niet te wachten op wat er met de cellenvleugels van de geïnterneerden zal moeten gebeuren in 2010 maar om het werk en het studiewerk reeds voorafgaandelijk te laten beginnen zodanig dat de politieke beslissingen reeds ruim voor de verhuis kunnen worden genomen. Dan kan als het ware bij het vertrek van de geïnterneerden onmiddellijk worden gestart met een uitbreiding en vernieuwing van de capaciteit die daar ter beschikking is.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.56 uur.
La réunion publique de commission est levée à 12.56 heures.*